

# Débat La justice est-elle bien rendue ? p.3

# Kashkazi

**Les vents n'ont pas de frontière, l'information non plus**

numéro 7 - semaine du jeudi 15 septembre au mercredi 22 septembre 2005

## Le journal des quatre îles de la lune

Ngazidja, Ndzuani, Mwali :

Maoré : France :

## LE MHANDANA PERDU EN MER

# L'ETAT COMORIEN IMPUISSANT

**H**IER MERCREDI, NOUS ÉTIIONS TOUJOURS SANS NOUVELLE du Mhandana, qui a quitté le port de Nosy-be à destination de Ndzuani voilà plus d'une semaine. Les autorités françaises de la Réunion et de Maore et, plus tardivement, les autorités comoriennes, se sont mobilisées en vain pour tenter de localiser la

vedette et ses passagers -46 personnes se trouveraient à bord, y compris les membres de l'équipage.

En panne de moteur, semble-t-il, le capitaine du navire a lancé des appels de détresse sans être capable de donner sa position géographique depuis son dernier SOS, capté jeudi.

Quelle que soit son issue, cet

accident pose des problèmes déjà soulevés par le naufrage du Samson, le 7 mars 2004, et qui n'ont toujours pas été réglés. Embarcations surchargées et peu sécurisées, équipage mal formé... le problème du manque d'équipements et de préparation se pose en mer, mais aussi sur terre.

LIRE LA SUITE EN PAGES 4 ET 5.

**Le récit des huit jours de recherche**

**La famille de trois passagers témoigne**

**L'armateur livre sa version**

**Depuis le Samson, rien n'a changé**

## Environnement

## Le coelacanthe fout-il le camps ? - p.8-9

La découverte d'un groupe de gombessa en Tanzanie fait craindre une migration de ce fossile vivant, dont les Comores constituent le principal habitat. Les scientifiques s'interrogent.

# AU CŒUR DES M'ZUNGULAND

DOSSIER P. 10-11-12

REPORTAGE AU SEIN DES QUARTIERS "M'ZUNGU" DE MAORE

LA SIM REVIENT SUR 20 ANS DE CONSTRUCTION PRÉCIPITÉE

DES PISTES POUR ÉVITER L'EFFET "GHETTO"



## Ecole de Majicavo 1 : on s'assoit par terre - p.18

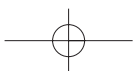
**Mutsamudu**  
Un patrimoine à préserver - p.13

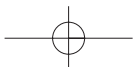
## Football

**Les Comores intègrent la FIFA** - p.16

## Rougeole

**Vaccins contre l'épidémie** - p.6





e  
n  
t  
r  
e

n  
o  
u  
s

HATUBOU SALIM  
MOURIDI ABOUBACAR  
**DABA NA URE**



Ecrivez-nous à :  
**Kashkazi, BP 53 11,  
Moroni, Ngazidja,  
Union des Comores,  
rubrique "Courier";  
ou à  
kashka2005@yahoo.fr**

L'humeur de Saïd Kadaze  
**Pattes de mouche**

IL PARAÎT QUE NOTRE DIASPORA EST L'UNE DES PLUS IMPORTANTES AU MONDE. Proportionnellement bien sûr. Elle rivaliserait avec la juive à New-York, l'arménienne à Marseille, l'indopakistanaise à Londres. La diaspora comorienne a toujours gardé des liens très étroits avec ceux qui sont restés au pays. Comme elle est très très ancienne (au 18ème siècle à Zanzibar et Majunga déjà !), au début on n'avait d'autre moyen de communication que la missive. On écrivait en comorien avec les lettres arabes. Mais comme tous les sons comoriens n'ont pas de correspondance dans les lettres arabes, chacun écrivait la lettre comme il l'entendait. Ainsi, c'était le cas avec le "pv" et le "p". Et comme l'expéditeur et le récepteur n'avaient pas toujours le même système d'encodage, il arrivait qu'on passe un jour voire deux à déchiffrer ces pattes de mouche. On faisait même appel parfois à des amis, voisins, pour nous aider à comprendre ces lettres familiales, amicales ou amoureuses.

Puis vint le hlifubé au milieu des années 70. Il facilita un peu la tâche de ceux qui écrivaient du pays. Oui mais ceux qui étaient partis ne maîtrisaient pas ce système d'écriture soilihiste en caractères latins. Donc ce n'était pas la panacée. Dans les années 80 survint la K7 audio. On n'écrivait plus, on enregistrait et toute la famille pouvait parler. De la grand-mère au dernier né. On pouvait entendre la voix. Les années 90 virent surgir avec sa magie le caméscope. Toute famille comorienne qui se respecte, qu'elle soit à marseille ou à Paris, à Londres ou à New York, se doit de posséder son magnéscope pour pouvoir visionner les K7 venues du pays. Ainsi on va non seulement entendre la grand-mère et le dernier né, mais on va aussi les voir, et l'on va voir les ruelles du village, les nouvelles maisons en dur, le foyer du quartier, mais surtout on va participer, comme si on y était, au Machouhouli du village, au djaliko, au toirab... Ah Charlie, c'est vraiment les temps modernes.

**LA PAUVRE ÉDUCATION COMORIENNE**

Vus les problèmes politiques entre le gouvernement de l'Union et ceux des îles, c'est l'éducation qui en tire les conséquences. D'ailleurs, je regrette vraiment qu'il y ait beaucoup plus de cimetières que de bibliothèques aux Comores. L'éducation comorienne en a assez des souffrances, assez des humiliations, assez des injustices... Comme les bacheliers anjouanais qui depuis l'ouverture de l'Université des Comores, n'ont pas encore l'accès libre d'étudier. Anjouan est une île comorienne parmi les autres. Ses bacheliers ont droit aussi de bénéficier des bonnes conduites. En fait, les Comores connaissent la misère, la corruption, l'intolérance, l'injustice, l'analphabétisme... Alors unissons nous de toutes nos forces pour une éducation solide qui donnera des fruits, pour sortir le pays de cet état.  
Idriss Mohamed

**A LA MÊME TABLE**

Où est le mal, si nous nous asseyons ensemble à la même table, aristocrates, occidentaux, terroristes, autochtones, pour trouver une issue de sortie honorable à l'un et à l'autre afin d'éviter le feu de l'aviation et les chars américains et de leurs alliés ainsi que la barbarie du monde arabe extrémiste et ses sympathisants.  
Qui est le plus dangereux ?  
- Bush ou Ben Laden...  
- L'aviation américaine ou l'homme kamikaze...  
-Le mécréant ou l'islamiste...  
Pourquoi ne pas abolir l'ancien système qui domine aveuglément et donne raison à ceux qui ont tort, comme l'ont fait certains Sud-Africains avec l'apartheid au Cap ? Les dirigeants de ce monde sont conscients du danger qui continue à menacer graduellement le monde mais ils font semblant de ne rien comprendre et pourtant même les sots sont sensés trouver la solution du problème.  
Abdallah M'zé Dafiné, Moroni Sans Fil

**A PROPOS DES "WAPAMBE"**

Chipinda Toybati dénonçait dans notre dernier numéro l'exploitation des "wapambe", ces enfants placés dans une famille plus riche que la leur, qui doivent souvent effectuer des tâches ménagères au détriment de leur éducation, selon la jeune fille. Un lecteur lui répond.  
Votre déclaration sur les "wapambe" est très pertinente ; à mon avis, une simple enquête dans la capitale (ville florissante des wapambe), devait vous permettre de relativiser les choses. Sinon comprendre que certaines familles de Moroni pratiquent l'alternance en conciliant le travail de la maion et l'éducation de leurs wapambe. Pour ne citer qu'un cas entre autres, je connais une famille qui a adopté une fille à l'âge de six ans ; aujourd'hui, la jeune fille a parcouru les cycles primaire et secondaire avec une moyenne plus qu'honorable et, inch Allah, l'année 2005/2006 elle sera en terminale.  
Que Dieu la protège de toutes formes de vices qui sévissent actuellement dans notre pays pour que demain ses parents en soient reconnaissants.  
Je profite de cette occasion pour encourager votre journal, notre journal à persévérer dans cette voie qui est celle d'informer aussi bien sur le social que sur l'économie et l'éducation en n'omettant pas de rester à l'écoute de notre réflexion sur tous les plans de la vie comorienne et d'ailleurs.  
Chakira Mohamed, Moroni

**QUAND LA FORÊT BRÛLE**

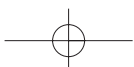
Peu de gens se rendent compte que nous aspirons de la fumée d'une forêt qui brûle depuis des semaines. Et comme nous ne plantons que des bananiers, des songes, ou du manioc à la place des arbres que nous abattons pour le chauffage et la menuiserie, notre forêt disparaît à une vitesse inimaginable. El-Bakri de la Mamwe dit dans *Kashkazi* n°4 que "notre sol est perméable et que l'eau de pluie s'infiltré abondamment pour alimenter les nappes phréatiques". Mais si nous chassons la pluie volontairement, l'eau ne s'infiltrera plus et que deviendront les nappes ? (...) Nous creusons nos propres tombes et celles de nos futurs enfants, le visage souriant. A qui est la faute ? Les uns diront que ce n'est pas notre première occupation, les autres qu'on n'a pas de canadairs alors que la sensibilisation est l'une des solutions n'est-ce-pas ?  
Aboubacar Ahmed Mzé Mohamed

**Avis aux lecteurs de Maoré**

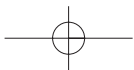
**Kashkazi appelle à une réunion samedi 15 septembre, à 10 heures, devant le stade de Mamoudzou (à côté de la brochette). Il sera question des difficultés que connaît le journal pour être distribué dans l'île, ainsi que des moyens de soutenir ce projet. Toutes les personnes intéressées sont invitées à venir donner leur avis. Renseignements au 21 93 39.**

**DRAME EN MER**

Au moment où nous bouclons notre édit, nous ignorons encore le sort des 46 personnes qui dérivent depuis le 7 septembre. Mais quelle qu'en soit l'issue, il ne faut pas être expert pour relever l'irresponsabilité guidée par le gain facile de gens qui s'improvisent armateurs. Le "Mhandana" est un bateau de pêche non autorisé à transporter des passagers. Un contrôle technique en février à Maore a conclu qu'il ne répondait pas aux normes et devait rester à quai pour des révisions. L'armateur l'a pourtant envoyé pour un long voyage à Nossy-Bé.  
Pas de fusées de détresse. Pas d'équipements de secours suffisants à bord. Une radio qui ne fonctionne pas, sinon le contact serait maintenu avec les capitaineries de la zone. Naviguer en mer demande de l'expérience, mais aussi une formation. Le gouvernail du Mhandana est aux mains d'un marin qui n'a pas les qualifications pour transporter des passagers. Défaillances aussi à terre. La capitainerie de Moroni comme celle de Mutsamudu ne sont pas équipées de moyens de communications dignes de ce nom. Les services de la sécurité civile n'ont rien pour secourir en mer. Le pire c'est que pendant que se joue ce drame, des hommes, des femmes et des enfants continuent à naviguer dans les mêmes conditions que celles du bateau en dérive. Combien faudra-t-il de morts ?







## Visa d'entrée Un an, bass

Aller en kwassa, retour en avion. A 17 ans, Ibrahim a pris la mer pour aller se faire soigner à Maoré. Suite à une chute, le garçon souffrait de douleurs abdominales dont les médecins ne parvenaient pas à le guérir - et qui n'ont d'ailleurs toujours pas tout à fait disparu. Ibrahim a d'abord pris le bateau de Ngazidja à Ndzuan, avant d'embarquer avec 40 personnes. "On est arrivés à 1 heure du matin à Maoré", raconte-t-il. "On est entrés dans une forêt et on s'est débrouillés jusqu'à ce qu'on trouve une voiture. On avait préparé des euros pour la

payer."

Un ami de son village l'attendait là-bas et Ibrahim a partagé avec lui une chambre, une douche et une cuisine à Kaweni. "Ça nous coûtait 60 euros par mois, plus 20 pour l'électricité et 40 quand il fallait payer la facture d'eau. J'avais un oncle en France qui m'envoyait de l'argent pour vivre."

Ibrahim est resté un an, un an à ne pas faire grand chose à vrai dire, à part aller chez le médecin et déjouer les contrôles d'identité. "Là-bas il faut être malin", sourit-il.

"Il faut faire comme les gens de Mayotte : laisser ses cheveux grandir, porter une culotte avec des tennis et une chaîne autour de son cou. Comme ça les policiers ne voient pas qu'on n'a pas de papiers." Pour rentrer chez lui, le jeune homme a pris l'avion : on n'est pas obligé de risquer sa vie quand il s'agit de quitter Maoré. C'était il y a deux ans. Ibrahim n'a jamais été tenté de rester ou d'y retourner. "Moi je ne veux pas être à Mayotte. je veux être ici, dans mon village", dit-il dans sa cabane soigneusement aménagée.

## Faut qu'ça sorte

### UNION OU ÎLE ?

On en ferait presque des cauchemars la nuit. Ils ressembleraient à des duels de sémantique ; d'un côté l'Union, de l'autre l'île - autonome s'il vous plaît. Chacun des camps se lancerait dans des joutes verbales qui tourneraient autour de leur "appartenance" administrative. Le tout avec passion, bien entendu, puisque derrière ce simple choix d'appellation se cache tout un argumentaire politique, politisé, utilisé par la politique.

### LA JUSTICE DES CLANS ?

Danger, danger ! Un danger se développe à Mwali de jour en jour. Comme ce n'est un secret pour personne, l'île accueille des habitants venus du reste de l'archipel, qui vivent la plupart du temps dans des quartiers spécifiques. Mais lorsqu'une personne de ces clans commet une erreur et que la justice fait son travail, on se dit : "On m'a jugé ainsi parce que je suis de Mconi et le procureur de la république est de Monimoimjji." C'est un mal qui peut devenir un jour explosif. Des responsables osent le propager, on ne sait pour quel intérêt. Alors que devant la justice, comme on le sait, il ne doit pas y avoir de distinction de race, de clan, ni d'origine sociale.

### PRÉCAUTIONS DIPLOMATIQUES

Le journaliste commence par s'informer lui-même auprès des institutions et des acteurs de la vie politique, économique, sociale...etc. Ça vous le savez. Ce que vous ne savez pas et ce qui nous étonne aussi, ce sont les précautions diplomatiques prises avant de délivrer l'information. Exemple. *Kashkazi*, domicilié à Moroni, est classé "journal étranger" à Mayotte. Du coup pour traiter un sujet qui sollicite les services de l'administration, on doit d'abord se diriger vers l'Ambassade de France à Moroni.

### Kashkazi

Hebdomadaire de l'archipel des Comores édité par la SARL BANGWE PRODUCTION 1ère année  
BP 5311, Moroni, Ngazidja, Union des Comores  
Tel. Fax : (00 269) 73 17 70  
e-mail : kashka2005@yahoo.fr

Directeur de la publication : Kamal'Eddine Saindou  
Rédactrice en chef : Lisa Giachino  
Rédaction : Rémi Carayol, Nassuf Djailani (Maoré), Kamal Ali Yahoudha (Ndzuan) Mra-Ati (Mwali)  
Responsable commercial : I. Antwifouline Ali Hamadi  
Collaborateurs : Mouridi Aboubacar, Bori D'chimbo, Soeuf Elbadawi, Salim Hatoubou, Ali Saindou, Syfia International, Twamimou  
Impression : Graphica Imprimerie, Moroni

## Mégaphone

### MONDIALISATION, SPOLIATION

**D**E TOUS LES SYSTÈMES D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION ÉCONOMIQUES ayant existé, la mondialisation est certainement le plus mal nommé. En effet, elle n'a de global que le nom et se caractérise par un mouvement massif de capitaux confinés principalement à l'intérieur des pays industrialisés. Cette configuration, préjudiciable à l'ensemble des pays en voie de développement, exclut tout particulièrement l'Afrique noire. (...) [Les pays africains] n'ont satisfait à aucune des conditions jugées nécessaires à l'insertion dans l'économie mondiale : la faible part de l'industrie dans la formation du produit national brut (PNB) et des produits manufacturés dans le volume des exportations, le non-accès aux marchés des capitaux et le volume réduit des investissements étrangers. En outre, la violation permanente des règles du commerce international par les pays industrialisés, qui imposent, par le biais du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'ouverture des marchés africains à leurs produits industriels et agricoles subventionnés, a conduit à la faillite les agriculteurs et les entrepreneurs du cru. (...) Les pays du continent noir n'ont pas eu d'autre solution que de sous-traiter leur développement avec les institutions de Bretton Woods et la Banque africaine de développement - seules sources de financement leur restant, si l'on exclut les financements bilatéraux. Les prêts accordés par ces institutions sont passés dans le langage courant sous le vocable d'"aide". Or, de toutes les sources de financement disponibles, l'"aide" est la moins appropriée au développement d'un pays. (...) Ce traitement discriminatoire a donné naissance à un endettement colossal de 335 milliards de dollars, dont l'amortissement et le service sont source d'appauvrissement. Les programmes de privatisation, imposés, n'ont pas échappé au traitement cavalier que les bureaucrates de Washington réservent à l'Afrique. En effet, en l'absence de marchés boursiers locaux, les privatisations n'ont été, dans la plupart des cas, que de pures et simples liquidations. (...)

Sanou Mbaye, in *Le Monde diplomatique*

## LA JUSTICE EST-ELLE BIEN RENDUE DANS L'UNION ?

AVEC :

**NADHUIMA YOUSOUF, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE ; ME FAHMI SAÏD IBRAHIM, AVOCAT ; CHAKIRA MOHAMED, NOTABLE ; NADIA, LYCÉENNE ; KAMAL'EDDINE SAINDOU, DIRECTEUR DE PUBLICATION DE KASHKAZI.**

**P**ARMI LES MAUX DONT SOUFFRENT LES COMORES, LE DYSFONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE est en tête de liste des conversations. Quelles en sont les causes ? Moyens insuffisants, incompétence des magistrats, absence d'indépendance par rapport au pouvoir politique ou corruption ?

**Mesdames, Messieurs, tout d'abord, pensez-vous que la justice est bien rendue dans l'Union des Comores ?**

**Chakira Mohamed :** Je vais vous dire une seule chose sur la justice aux Comores. Ici, le plus riche a toujours raison. J'ai un proche qui s'est fait renverser par le véhicule d'un ministre. Quand je me suis plaint à la justice, on m'a juste dit que je ne valais rien. Et ça ce n'est pas nouveau. C'est comme ça depuis toujours.

**Nadia :** Bien rendue, non. Quand on a une affaire au tribunal, ça ne s'arrange pas. Le coupable peut toujours courir. Même quand le jugement est rendu, il n'est pas exécuté alors que c'est le seul recours que nous avons nous les citoyens. Il faut vraiment que les juges fassent leur travail. Si j'étais président, je les renverrais tous, juges, avocats, huissiers.

**Me Fahmi :** On ne peut pas raisonner dans l'absolu. Il y a un principe du droit qui veut qu'on ne commente pas une décision de justice. Mais on peut regretter l'absence d'une cour de cassation qui est quand même l'institution qui contrôle la bonne application et la bonne interprétation de la loi. Ce qui permet de contester la décision rendue.

**Nadhuima Youssouf :** Bien rendue ? (hésitation). On peut dire qu'il y a une certaine évolution bien que beaucoup de moyens fassent défaut : un personnel insuffisant et surtout des locaux délabrés. Nous n'avons qu'une salle d'audience occupée toute la semaine par toutes les juridictions. Il suffit qu'une audience ne se tienne pas pour la reporter à plusieurs jours. Pour les comparutions immédiates, on est obligés d'attendre la fin de la journée.

**Quelles sont les conséquences de ce problème de moyens ?**

**Me F. :** C'est un handicap majeur. Quant on voit le parc automobile des gouvernements de l'Union et des îles et que l'on compare avec les conditions dans lesquelles travaillent les magistrats, ça ne peut que se répercuter sur leur motivation et sur le fonctionnement de la justice. Les magistrats n'ont pas souvent de moyens de transport et quand ils voient le délinquant qu'ils viennent de juger s'arrêter pour leur proposer de les prendre en stop, vous imaginez ce que cela peut engendrer. Le budget est dérisoire. On n'a jamais donné les moyens à la justice pour travailler sereinement.

**N.Y. :** Ces problèmes retardent le traitement des dossiers. Avec le seul ordinateur de mon bureau, je dois traiter les rectifications des dossiers d'état-civil, saisir

les jugements, les ordonnances, etc. On accumule le travail, donnant l'impression aux citoyens d'une lenteur de la justice. Au niveau humain, nos magistrats sont des généralistes. Dès que nous avons des dossiers très techniques comme dans les affaires commerciales ou de terrorisme, nous sommes amenés à faire appel à une expertise extérieure à la maison. Ce qui demande des moyens financiers dont nous ne disposons pas, et retarde la gestion de ces types de dossiers.

**Cette explication, le manque de moyens, ne convainc cependant pas les justiciables !**

**N.Y. :** Je sais que les gens ne comprennent pas tout cela. Mais je n'ai pas à me justifier. L'institution judiciaire est un système complexe. Quand le juge rend sa décision, c'est toute une machine qui est relancée. En civil, c'est le plaignant qui doit contacter un huissier pour faire appliquer la notification de son jugement. On peut se tourner vers l'huissier de recours à la force publique ou le procureur lorsqu'il y a résistance. Il n'y a qu'en pénal que la poursuite revient au procureur. Or faire fonctionner cette mécanique n'est pas facile, pour plusieurs raisons qui ne sont pas imputables à la justice elle-même. Les gens ne comprennent pas cela.

**Il y a-t-il des pressions sur la justice ?**

**Me F. :** Socialement, oui. Dans un contexte où tout le monde connaît tout le monde, il n'est pas toujours aisé de rendre le droit. **N.Y. :** Tout le monde fait pression. On ne parle que de la pression politique. Sur une année, il peut y avoir un dossier qui intéresse l'Etat et qui peut faire l'objet d'une pression du pouvoir. Mais tous les jours, c'est tout le monde qui va voir un député, un ministre ou un magistrat pour peser sur son affaire. Même lorsque la personne a raison, elle vient voir le juge ou la présidente pour les remercier.

**Les nouvelles institutions facilitent ou compliquent le travail ?**

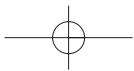
**Me F. :** Par principe, je suis contre les nouvelles dispositions qui ne sont pas de nature à garantir l'unicité de l'application du droit. La façon dont la loi répartit les nominations des magistrats entre l'Union et des îles politise le fonctionnement de la justice.

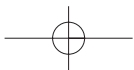
**N.Y. :** Je peux vous dire que cela complique tout. Il suffit qu'une personne recherchée ait fui vers une autre île pour que nous ayons des problèmes à le poursuivre pour des raisons diverses, de moyens mais aussi de relations entre les autorités judiciaires.

RECUEILLI PAR KES

**LA SEMAINE PROCHAINE : LE SÉPARATISME, MALADIE POLITIQUE OU SENTIMENT HISTORIQUE ?**

**LA NOUVELLE CONSTITUTION DE L'UNION DES COMORES A MODIFIÉ LE FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE : DÉSORMAIS, CERTAINS MAGISTRATS SONT NOMMÉS PAR LES GOUVERNEMENTS DES ÎLES, ET NON PAR LE POUVOIR CENTRAL.**





## LE MHANDANA PERDU EN MER

connaît bien ce type d'embarcation. A l'heure où nous bouclions ce journal, aucune évolution n'avait été enregistrée par les responsables chargés des opérations de secours. Au ministère de la sécurité civile on attendait hier l'arrivée du ministre qui se trouvait à Ndzuani depuis le début de ce nouvel incident maritime. Viendra-t-il annoncer une bonne nouvelle ou la fin des recherches donc de tout espoir ?

KAMAL'EDDINE SAINDOU

**ORIGINAIRE DE DIEGO SUAREZ, DARA ATTEND DES NOUVELLES DE SA FILLE, DE SA SŒUR ET DE SA COUSINE. SA FEMME RAZÉNA, AVEC QUI IL VIT À MAORE, TÉMOIGNE.**

# nauffrage

FICHE TECHNIQUE

# "PAS DE QUOI NOUS INQUIÉTER"

**ENTRETIEN AVEC HAIDAR ABDEREMANE, L'ARMATEUR DU M'HADANA, QUI DIT IGNORER COMBIEN DE PASSAGERS ONT QUITTÉ NOSY-BE À BORD DE SON BATEAU.**

**Haidar Abderemane, vous êtes l'armateur de la vedette M'hadana. Neuf jours après sa disparition quel est le bilan des recherches ?**

La vedette a quitté Nosy-be le lundi 5 septembre pour Mutsamudu à 16 heures. Non loin des côtes malgaches elle a fait demi-tour pour porter assistance à une barque de pêcheurs malgaches en panne, puis elle est repartie vers 18 heures. Pour Ndzuani depuis Nosy-be, la vedette fait 36 heures. Le mercredi, informée par la capitainerie de Nosy-be que la vedette avait une panne de batterie, notre agence sur place nous a aussitôt saisis et j'ai affrété une vedette de même type pour aller à son secours. Nous sommes partis à 9h30. Une heure après notre départ du port de Mutsamudu, on a pu entrer en contact avec le capitaine du bateau qui nous a affirmé qu'il dérivait dans les eaux anjouanaises non loin des côtes domoniennes. Nous avons longé la côte, rasé le périmètre jusque vers 22 heures. Aucun signe de la vedette. Les coordonnées que le capitaine nous donnait à chaque fois s'avéraient erronées. Nous étions obligés de rentrer car nous étions à cours de carburant. Le jeudi à l'aube, nous avons repris les recherches cette fois avec beaucoup plus de moyens, la même vedette de la veille et 2 japawas, sans succès. Nous ne les entendions plus. Le samedi, un aéronef a survolé la zone indiquée et un peu plus loin mais aucun signe de la vedette. Ce même samedi, quelques familles sont venues nous informer que la vedette aurait été trouvée à Ananalava (Madagascar). Après vérification, rien.

**La capitainerie de Mutsamudu a déclaré à nos confrères de RFI que la vedette n'avait pas de permis de transporter des passagers. Comment expliquez-vous que le M'hadana ait disparu avec à son bord 45 passagers en plus des 13 membres d'équipages ?**

C'est une information fautive. Je suis très pointilleux quant au respect de notre permis de navigation. Nous avons droit à prendre 30 passagers. Je ne sais

pas pourquoi la capitainerie a donné des informations pareilles. Et au lieu de 13 membres d'équipage, la vedette a quitté Ndzuani avec 6 hommes, le capitaine compris. Une chose qui m'échappe pour l'instant c'est le nombre de passagers à bord, car notre agence à Nosy-be ne nous l'a pas signalé pour l'instant. D'ailleurs, depuis hier, j'ai tenté à maintes reprises d'entrer en contact avec eux mais sans réponse. La vedette a reçu les aménagements nécessaires pour le transport des passagers. D'ailleurs depuis des années, nous faisons ce trajet sans problème. Et aucune remarque ne nous avait été formulée par la capitainerie. Aujourd'hui certes des vies sont en jeu, s'il y a une explication, c'est aux autorités portuaires malgaches de nous les apporter, c'est de là-bas que la vedette provenait. Ce qui me rassure aussi c'est que je n'ai pas encore reçu des familles comoriennes ici qui affirment qu'ils ont des proches dans la vedette. Ce qui justifie qu'il y a moins de passagers à bord que ce que l'on veut faire croire. Le mieux est d'attendre que les vies humaines en jeu, soient sauvées pour entrer dans les détails. Là on aura le droit de dire à qui la faute.

**Croyez-vous qu'il y a encore de l'espoir de sauver les passagers ?**

J'ai de l'espoir, oui. Tous les moyens de survie sont là. Il y a suffisamment de nourriture et de l'eau pour tenir plusieurs jours. Les équipements de sauvetage sont au grand complet. Nous n'avons pas de quoi nous inquiéter, à moins que la vedette ne heurte un rocher. Mais même dans ce cas, il y a une chance d'espérer car la coque de la vedette est en fibre, donc il n'y a pas de risque d'immersion. De toute manière, nous ne levons pas les recherches. Là à l'instant même je cherche toujours à joindre des contacts pour intensifier les recherches dans toute la zone de l'océan indien jusqu'à la cote Est de l'Afrique. Je viens d'apprendre qu'à Mayotte et à la Réunion des recherches s'effectuent et avec cet armada de moyens, il y a de quoi à ne pas désespé-

**Alliance af Franco-Comorienne**

**Alliances Franco-Comoriennes**

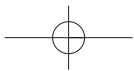
*Le Français, autrement !*

- Cours de Français (sessions 50h)
  - Alphabétisation
  - Intermédiaire
  - Avancé
- Diplôme DELF / DALF \*
- Cours Informatique
  - Initiation
  - Bureautique
  - Internet
- SPECTACLES
- CAFÉTÉRIA
- BIBLIOTHÈQUE
- FILMS

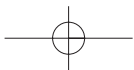
**Inscriptions du 1er au 30 septembre**  
**Test de niveau le 20 septembre à 10h**

\* Fréquemment exigé lors d'une inscription dans une université française

Pour vous renseigner  
 Moroni : 73 10 87  
 Anjouan : 71 11 94  
 Mohéli : 72 05 00







# NGAZIDJA : 120.000 ENFANTS À VACCINER CONTRE LA ROUGEOLE

**A NDZUANI ET MWALI, LE VIRUS EST TROP DISSÉMINÉ POUR LANCER UNE VACCINATION DE MASSE.**

**C**ent quatre-vingt douze vaccinateurs, 92 mobilisateurs sociaux repartis en 7 districts de 2 à 3 villages chacun, 20 superviseurs et une cellule de coordination qui travaille en permanence. Une logistique sans précédent pour vacciner en cinq jours, 120.175 enfants âgés de 6 mois à 14 ans révolus. Financée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Unicef, qui ont déboursé 40 millions de francs comoriens (81.300 euros), la plus vaste campagne de vaccination jamais entreprise aux Comores a été lancée samedi à Tsidjé, à l'est de Moroni. Objectif : enrayer la propagation de l'épidémie de rougeole qui sévit depuis un an dans le pays.

Pourquoi ce retard de réaction ? Pour la nouvelle représentante de l'Unicef, la Mozambicaine Josefa Marrato, "quand la rougeole a été identifiée, la première chose que nous avions en tête, c'était la campagne de vaccination. Mais il fallait avant tout dresser le profil épidémiologique". L'état épidémiologique a été déclaré en juin par les autorités sanitaires, a indiqué le Dr Ahamada Ly Goda, directeur général de la santé au sein du gouvernement de Ngazidja. Mais c'est au début du mois de juillet, lorsque le laboratoire régional de l'OMS de Nairobi a confirmé le virus de la rougeole sur les prélèvements effectués auprès des patients évacués de Ndzuani vers le Centre hospitalier El Maarouf, que la machine s'est mise en branle. Une équipe du ministère de la santé, renforcée par des médecins de l'OMS et les responsables de l'Unicef, a été dépêchée à Ndzuani et à Mwali. Avec 800 cas notifiés à Ndzuani et environ 150 à Mwali, les études



Au centre de PMI de Moroni, mercredi matin.

**LE BUREAU RÉGIONAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS) SE RÉUNIT CE LUNDI À L'ÎLE MAURICE AU SUJET DE LA SURVEILLANCE ÉPIDÉMIOLOGIQUE. IL S'AGIT DE TROUVER UNE RÉPONSE À CETTE ÉMERGENCE DE MALADIES VIRALES QUI POSENT DES PROBLÈMES DE SÉCURITÉ SANITAIRE. LA DERNIÈRE MALADIE EN DATE EST LE CHIKUNGUNYA, QUI A DÉFIÉ LES SYSTÈMES DE SURVEILLANCE POUR SE PROPAGER DANS TOUTS LES PAYS DE LA ZONE.**

menées ont conclu à une dissémination totale du virus. Ce qui rendrait la vaccination vaine dans ces deux îles. Seule Ngazidja, la moins touchée, présentait donc le profil justifiant une vaccination massive.

Quant aux deux autres îles, les autorités sanitaires ont mis en place une surveillance sanitaire et une prise en charge des malades avec une prescription systématique de vitamine A. Selon l'Unicef, les autorités anjouanaise ont pris les mesures nécessaires pour lever tout obstacle à l'accès aux soins pour les personnes infectées. "Les patients qui ont contracté le virus sont soignés gratuitement" a indiqué le Dr Saïd Ali Mbaé, chargé du programme santé et nutrition à l'Unicef. Ces dispositions contribuent à inverser rapidement la courbe

de la maladie. Et les responsables sanitaires assurent que la tempête est derrière nous. Si les agences des Nations Unies, au premier poste de cette lutte contre l'épidémie, affirment "qu'aucun décès directement associé à la rougeole n'a été identifié", elles ne démentent pas que Ndzuani est passée de justesse à côté de la catastrophe.

**RESTENT DES QUESTIONS SUR LES RAISONS DU LAXISME** des autorités sanitaires de cette île, qui n'ont pas signalé l'émergence de l'épidémie alors que les premiers cas remontent à 2004. Selon nos informations, des soignants en poste dans les districts de l'île ont pourtant alerté leur hiérarchie. Des doutes subsistent quant aux défaillances de la supervision au sein du système sanitaire à Ndzuani, et dans une moindre mesure à Mwali. Des médecins qui ont souhaité garder l'anonymat n'hésitent pas à parler "d'un problème de santé publique et de surveillance épidémiologique qui méritent que l'on s'y penche".

Pour le Dr Goda, l'autre grand souci concerne la baisse de la couverture vaccinale. "En 1990, les Comores étaient devant les autres pays avec 85% de couverture. Ce taux a chuté à moins de 75%." Loin au-dessous des objectifs du Plan régional 2005 de l'OMS qui recommande que 80% des districts sanitaires des pays atteignent le seuil de 80% au moins de couverture vaccinale, tous genres confondus. Au moment où la région traverse une période d'émergence de nouvelles maladies virales, le renforcement de la surveillance épidémiologique relève de l'urgence. **KES**

## ARNAQUE AUTOUR DU LAIT, SUITE

Suite à notre article "Arnaque dans le marché du lait" (Kashkazi n°3 du 18 août), dénonçant des pressions dont seraient victimes les vendeuses du marché, la direction de l'Office national pour le contrôle sanitaire a identifié l'agent incriminé que nous n'avions pas cité dans nos colonnes et l'a suspendu de ses fonctions. Ce dernier, Saïd Mdahoma, nous a fait parvenir un courrier dans lequel il qualifie de "diffamatoires et calomnieux" les propos des vendeuses de lait affirmant qu'il leur a soutiré de l'argent. Le contrôleur sanitaire estime avoir fait son "travail en refusant la mise en vente et la consommation du lait contenant de l'eau ou mélangé avec du lait en poudre pour la santé des consommateurs". Saïd Mdahoma a saisi la justice sur cette affaire.

## RIXE DANS UNE BOITE DE NUIT

Une soirée dansante organisée samedi dernier à Foubouni, au sud de Ngazidja, a viré à l'émeute. Des jeunes s'en sont pris violemment à un fonctionnaire de la police française originaire de ce village pour avoir "fait des remarques sur la tenue vestimentaire d'une jeune fille", a témoigné un responsable de la radio du village. Le policier a été évacué d'urgence en France avec un genou cassé et une fracture au fémur. Il était venu en vacances dans son pays après 30 années passées à l'extérieur. Selon le journaliste de Radio Foubouni, Abdillah Maoulana, "ces violences répétées sont le fait de l'alcool qui touche de plus en plus des jeunes au village".

## MAORÉ EN PROIE AUX COUPURES D'ÉLECTRICITÉ

**A L'ORIGINE DE LA PANNE, LA PERFORATION DE L'UN DES TROIS CÂBLES SOUS-MARINS.**

**D**URANT CINQ JOURS LA SEMAINE DERNIÈRE, LES ANNÉES 80 se sont rappelées au souvenir de Maore. Entre mardi et samedi, l'île a connu de nombreuses coupures de courant, provoquant l'inquiétude du monde économique et stigmatisant une situation déroutante : 100% de l'énergie produite à Maore l'est en Petite Terre.

La première coupure d'envergure est intervenue mardi vers 23 heures, en Grande Terre ; la deuxième le lendemain, vers 18 h 30, à l'approche du pic de consommation quotidien. Jeudi, la zone industrielle de Kawéni a notamment été touchée. Le président du directoire d'EDM (Electricité de Mayotte), Fernando Greco, informe alors les autorités qu'il s'agit certainement d'un défaut de continuité électrique ou d'isolement sur un câble sous-marin qui relie Petite à Grande Terre. Les coupures continueront jusqu'au samedi, jour où "le défaut" a été

repéré -un "corps étranger" avait perforé le câble- et réparé aux alentours de 22h30.

"La recherche du défaut a pris beaucoup de temps car les câbles sont longs, entre les Badamiens (en Petite Terre, ndlr) et Kawéni", indiquait mardi Alain Loreau, responsable de la distribution à EDM. Une recherche d'autant plus délicate qu'une grande partie de ces câbles se trouve à 30 mètres de profondeur dans le lagon. "Heureusement, le défaut se trouvait sur la terre ferme (à 1,20 mètre de profondeur, ndlr), continue M. Loreau. S'il avait été dans le lagon, cela aurait pris au moins un mois et demi, car cela aurait demandé des moyens technologiques qu'on n'a pas ici". Pour faire face à ce cas, des solutions provisoires et chères ont même été envisagées par la direction, qui affirmait jeudi dernier penser à installer en Grande Terre des petits groupes

de production.

Si cet incident n'alarme pas outre mesure la direction d'EDM -"cela arrive 150 fois par semaine à Paris, ici à peine 5 ou 6 fois par an", affirme M. Loreau-, il démontre la vulnérabilité du système. Car si le réseau, qui n'a que 10 ans, est, selon la direction, "de

très bonne qualité, mieux que tout ce qui se fait dans la région et même en France", il dépend entièrement de ces câbles sous-marins. En effet, la totalité de l'énergie consommée est produite en Petite Terre, dans la centrale des Badamiens née dans les années 80. Un projet de centrale devrait voir le jour d'ici 2006 ou 2007 à Longoni, mais en attendant, "deux câbles ne suffisent plus pour répondre à la demande", avoue M. Loreau. Une demande qui augmente chaque année de 14 à 15 %, du jamais vu en France, selon le technicien, depuis la Libération en 1945. **RC**

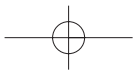
**"DEUX CÂBLES NE SUFFISENT PLUS"**

## PRÉ-RENTRÉE À L'UNIVERSITÉ

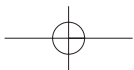
**UN PROFESSEUR DE PERPIGNAN A INAUGURÉ LA LICENCE DE DROIT.**

**A**LBERT LOURDES, DOYEN DE LA FACULTÉ INTERNATIONALE DE DROIT COMPARÉ des Etats francophones de Perpignan, a donné lundi les premiers cours de Licence de Droit de l'Université des Comores, à Moroni. Les Licences en Droit, en Lettres françaises, en Histoire et en sciences ouvrent en effet cette année au sein de l'établissement fondé en 2004.

Le professeur est à Ngazidja dans le cadre de la coopération entre les deux Universités. La Faculté française délocalise en effet, pour une période de quatre ans, les masters proposés à Perpignan. Objectifs : "Former les professeurs de l'Universités pour que tous aient un DEA et qu'il y ait plus de Docteurs", explique Albert Lourdes. "C'est ce qui permettra, à court terme, de faire fonctionner une Université autonome et de bon niveau, où des travaux de recherche seront menés." Outre les enseignants qui prépareront cette année une thèse ou un mémoire de DEA, le professeur de Perpignan s'adressera aux magistrats et avocats de l'île et, donc, aux élèves de licence. Une rentrée anticipée pour les 200 étudiants qui étaient présents lundi. D'autres professeurs de Perpignan viendront donner des cours tout au long de l'année.







# MAJICAVO I, L'ÉCOLE SANS CHAISES

DEPUIS LA RENTRÉE, LES ENSEIGNANTS DE CETTE ÉCOLE SE PLAIGNENT DES CONDITIONS DE TRAVAIL. MARDI, L'UN D'EUX A DÉBUTÉ SES COURS... DEHORS.

**L**E TABLEAU EST SAISSANT. AU FOND DE LA CLASSE, COINCÉS ENTRE UNE PHOTOCOPIEUSE vieillotte et deux camarades qui les dominent de leur chaise, trois garçons suivent péniblement le cours de l'instituteur ; par terre. Assis sur un coussin de fortune, ils ne cessent de se tordre le cou, de gigoter, de s'accroupir, afin de suivre les instructions. Que font-ils là ? "Il n'y a pas assez de chaises", se plaint l'enseignant. Au premier rang, quatre gamins se partagent un maigre banc trop haut pour eux, trop étroit aussi.

L'école de Majicavo-Koropa 1, construite en 1994, ressemble à un vaisseau abandonné. Murs effrités, poutres taguées, toits troués, les enseignants disent ne pas comprendre pourquoi rien n'est fait. Le bureau "vous appelez ça bureau ?" - du directeur de l'école n'a pas de chaises, pas de faux plafond. "La photocopieuse tombe tout le temps en panne à force de traîner dans la poussière", affirme-t-il. "Le réparateur en a marre de venir."

"Depuis cinq ans que je suis là, il n'y a pas eu un seul aménagement", dit Mahamoud Tawfiki. Depuis mardi matin, l'enseignant fait classe dehors. Assis les uns à côtés des autres sur un petit muret, ses élèves, des CP, l'écoutent. Mais lui a du mal à rester concentré. "Comment je peux faire ? Je ne vais pas enseigner dehors tout le temps ! En plus il y a la poussière." Pour connaître les raisons de cette migration, Mahamoud



Au fond de la classe, trois élèves apprennent leurs leçons assis sur un petit coussin.

nous envoie dans sa classe. A droite de l'entrée, l'un des boîtiers des ventilateurs est à nu. Les fils électriques pendent... à portée de main des enfants, même les plus petits. "S'il y a un accident, c'est lui qui est responsable, je lui ai conseillé de sortir", indique Rivomalala Rakotondravelo, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE). En face, une classe "accueille 33 élèves", affirme le directeur. Dans la cour, la poussière vole régulièrement au milieu des cailloux ; plus loin, les toilettes ont bien des robinets, mais pas d'évier. Même la route qui mène à cette école située sur les hauteurs de Majicavo, village de la commune de Koungou, est un chemin de croix. Pas de bitume, des

trous, de la poussière, elle ressemble à toutes ces voies qui pullulent à Maore, nées pour mener aux baraques en tôle des sans-papiers, mais pas vraiment faites pour accueillir des secours (pompiers ou ambulances) en cas d'accident. "Comment tu vas faire jusqu'à midi ?" s'inquiète "Rivo" auprès de Mahamoud. Il est 8 heures. "Je ne sais pas", répond l'instituteur. "Et comment va faire celui qui a cours cet après-midi ?", enchaîne le directeur. Silence... C'est que les onze classes de l'établissement fonctionnent à plein régime. "Nous accueillons 840 élèves", explique-t-il. "410 qui sont inscrits dans notre école, et 430 qui sont inscrits dans la nouvelle école, en dessous." Un établissement flambant neuf, mais pas encore fini. "Il devait être livré en début d'année", lance Rivo, atterré. Tous mettent en cause la mairerie de

Koungou "qui aménage les autres écoles, mais pas la nôtre". Et de citer en exemple la deuxième école de Majicavo-Koropa 2, qui vient d'être climatisée. Raos, en principe responsable de cette situation - à Maore, ce sont les maireries qui gèrent l'aménagement et l'entretien des écoles primaires-, a refusé de répondre à nos questions. "Ce n'est pas mon problème. Voyez le délégué communal qui s'occupe de ça", nous a-t-il indiqué. Ce dernier était introuvable jusqu'à mardi soir (l'heure du bouclage de cet article). Au vice-rectorat, on affirme que c'est le maire qui a le dernier mot, même si l'inspecteur de la circonscription peut émettre des réserves. Face à cette situation, les enseignants envisagent de ne plus venir travailler à partir de lundi prochain. Rivo les y encourage. "On ne peut pas laisser cette école comme ça. C'est trop dangereux." Mais selon lui, le mouvement n'aurait de sens que si "les parents s'y mettaient". "Ils voient que leurs gamins ne peuvent pas apprendre, et ils ne font rien !" s'indigne le syndicaliste. "Qu'est-ce tu veux qu'ils fassent ?" interroge le directeur. "Les trois-quarts sont sans-papiers. Ils ont peur de venir quand on les convoque pour parler de leurs enfants, alors ils vont pas manifester !" En partant de l'école, Rivo aura cette remarque terrifiante : "Ce qui me fait le plus chier, c'est que certaines des mères de ces enfants se prostituent pour qu'ils aillent à l'école, et voilà ce qu'on leur propose."

RC

## INCENDIE MORTEL À M'TSAPÉRÉ

Un incendie a tué un jeune homme dans la nuit de dimanche à lundi, à M'tsapéré, près de Mamoudzou. La victime, originaire du sud de l'île -elle venait d'arriver à M'tsapéré- semble avoir été surprise dans son sommeil. Son banga a entièrement brûlé. Une enquête est en cours pour déterminer la cause, accidentelle ou volontaire, de l'incendie. Sur l'antenne de RFO, la mère de la victime a laissé entendre -sans apporter de preuve- que son fils avait été transporté ici avant d'être incendié.

## PREMIER CONGRÈS POUR MOUROUA

Mouroua, le nouveau Mouvement pour la République, l'ouverture et l'unité de l'archipel des Comores, dirigé par Saïd Abasse Dahalane, a tenu dimanche dernier son congrès au Studio 1, à Moroni. Fort de 300 adhérents dans l'archipel et à l'extérieur, le parti propose notamment "d'éclater l'économie" en répartissant toutes les activités entre les îles (Maoré comprise).

## DERNIÈRE MINUTE

En page 18, nous annonçons qu'Alpha Blondy serait en concert à Hamjago, au nord de Maoré, ce week-end, dans le cadre du festival Utamaduni vibration reggae. Nous venons d'apprendre que la venue du chanteur n'est finalement pas assurée.

PUBLICITE

## Une école supérieure de management aux îles Comores

**SUP'MANAGEMENT fera à la fin du mois d'octobre sa seconde rentrée aux Comores, après déjà un an d'existence. Ce groupe international d'écoles de management et des nouvelles technologies d'information et de communication, situé à Zlimadjou (Moroni), propose des formations aux bacheliers, non bacheliers et universitaires.**

SUP'MANAGEMENT est implanté sur le Maroc, l'Espagne, le Mali, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Sénégal, Djibouti et dispose de bureaux de liaison sur une douzaine de pays africains, préparant ainsi de nombreuses autres implantations sur le continent.

Le Groupe est partenaire exclusif sur le continent africain et l'Espagne de deux prestigieuses universités : Euroamerican International University et Columbia Southern University. Il abrite dans l'ensemble de ses filiales 17 nationalités d'étudiants.

**Nos formations sont basées sur :**  
- La polyvalence et la diversification

- L'excellence et la professionnalisation
- L'alignement sur les normes internationales des programmes d'études
- La synergie d'un groupe dynamique,
- Les possibilités de poursuite des études dans des institutions européennes et nord-américaines partenaires,
- Le partenariat avec le monde des affaires, via la promotion de la formation continue au profit des entreprises (séminaires, formation inter ou intra-entreprise, cours du soir, cycles spéciaux pour cadres en activité, actions de consulting et de coaching, etc...)

**En nous implantant aux Comores, nous souhaitons :**

- Favoriser l'échange culturel et scientifique entre le Maroc et les Comores,
- Mettre en place une offre de formation en mettant sur le marché local des cadres et dirigeants d'entreprises relevant les défis de la mondialisation et des enjeux technologiques du 3<sup>e</sup> millénaire,
- Vulgariser les concepts de management auprès des étudiants et cadres d'entreprises désireux de se former à ses différents métiers : finances, comptabilité, organisa-

tion, audit, contrôle de gestion, marketing, commerce, qualité, informatique, communication et ressources humaines,

- Créer un noyau de recherche dans ces différentes disciplines, au service de l'entreprise, afin de promouvoir la formation continue au profit des cadres des entreprises et des administrations publiques, ainsi que la concrétisation de projets de développement.

**Deux voies de formation sont prévues :**

- La formation professionnelle en 2 ans
- Les actions de formation continue et de consulting pour les entreprises et les administrations.

**Un projet pédagogique ciblé**

Les différents pôles de formation de SUP'MANAGEMENT relèvent d'un projet pédagogique intégrant à la fois les objectifs de formation, les besoins de l'entreprise et ses mutations, et le profil de base de l'étudiant. Les principaux fondements de ce projet sont les suivants :

- Le développement de l'expertise
- L'acquisition de connaissances de haut

niveau en gestion, finances, marketing, informatique, ressources humaines, communication, économie droit et qualité :

- savoir de base (méthodologie et culture générale, fondements scientifiques)
- savoir faire (mécanismes et techniques de base du management)
- savoir être (épanouissement individuel)
- La maîtrise des outils et des méthodes d'analyse et de diagnostic,
- La formation à une spécialisation ou à une double compétence,
- Le développement des aptitudes à manager et à gérer des situations nouvelles ou spécifiques en milieu professionnel.
- L'acquisition d'une culture managériale et l'apprentissage de l'éthique des affaires grâce à des stages obligatoires annuels en entreprises, des activités extra-académiques intenses (mises en situation, jeux de rôle, études de cas, séminaires, tutorat...), des micro-projets, des missions d'études et des mémoires de fin d'études, la mise en place d'une cellule d'aide à la création d'entreprise.

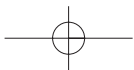
**Abrar Ahmed Abdou, Directeur Général de SUP'MANAGEMENT Comores**

**ECOLE SUPERIEURE DE MANAGEMENT DE COMMERCE ET D'INFORMATIQUE**

- des stages annuels, de nombreuses activités extra-académiques, des micro-projets, un lien étroit avec le monde de l'entreprise...
- une formation alignée sur les normes internationales
- des possibilités de poursuite d'études à l'étranger

**Rendez-vous en octobre pour le début de l'année scolaire 2005-2006 !**





# LES COMORES PERDRONT-ELLES LA BATAILLE DU GOMBESSA ?

LA CAPTURE DE 22 CÆLACANTHES AUTOUR DES CÔTES TANZANIENNES BOUSCULE PLUS D'UN DEMI-SIÈCLE DE CERTITUDE. L'ARCHIPEL A-T-IL TOUJOURS LES FAVEURS DU POISSON FOSSILE ?

**E**N MARS DERNIER, LES SPÉCIALISTES DU CÆLACANTHE RÉUNIS EN AFRIQUE DU SUD ont fait un constat surprenant. Alors que depuis 1972, la Tanzanie n'avait capturé qu'un seul cœlacanthe dans ses eaux, les chercheurs de ce pays ont identifié près de leurs côtes 22 individus, entre juillet 2003 et janvier 2005. Cette observation relance l'intérêt de la recherche sur ce survivant de la préhistoire, qui existait déjà il y a 70 millions d'années. Mais si cette découverte est une aubaine pour les scientifiques, elle écorche aussi l'image des Comores, considérées depuis 1952 comme le seul pays à abriter de façon permanente une population significative de cœlacanthes. Ces fossiles vivants ont en effet élu domicile autour de la côte sud-ouest de Ngazidja : depuis la découverte d'un premier spécimen en 1938 par la sud-africaine Latimeria, les recherches menées dans l'océan Indien ont recensé près de 600 cœlacanthes aux Comores, contre quelques uns seulement dans les autres pays de la zone. Avec 15 individus, l'Afrique du Sud viendrait en seconde position.

La découverte tanzanienne bouleverse donc les certitudes de plus d'un demi-siècle d'études, menées à partir de 1978 par des spécialistes de renom qui ont expliqué cette présence massive de l'espèce dans la zone par un écosystème présentant un environnement stable. Comment expliquer cette apparition soudaine près de la côte africaine ? L'énigme reste entière. Lors du séminaire en Afrique du Sud, les intervenants se sont contentés d'élaguer le terrain pour écarter les hypothèses les moins plausibles et de suggérer des expertises. Cependant la perspective d'un partage

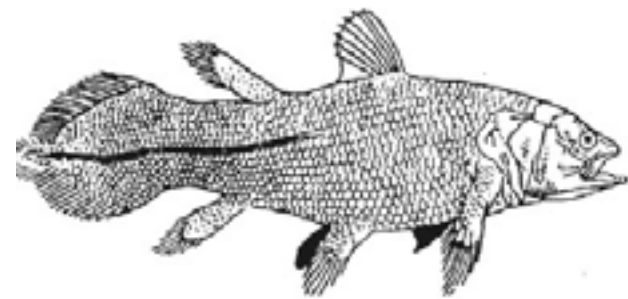
du rôle de gardien de ce patrimoine mondial entre les Comores et la Tanzanie inquiète les écologistes comoriens.

Membre de l'Association d'intervention pour le développement et l'environnement (AIDE), Farid Anasse écarte l'hypothèse d'une multiplication naturelle à partir de l'individu observé en 1972 en Tanzanie.

"Le cœlacanthe ne se reproduit pas aussi rapidement", affirme-t-il. L'autre hypothèse d'une migration des Comores vers la côte Est africaine ne convainc pas non plus les scientifiques. Saïd Ahamada, biologiste et responsable de l'Association de protection du Gombessa (APG), est sceptique. "Tenant compte des données disponibles, je ne crois pas à une migration. Le cœlacanthe est une espèce dont le métabolisme très lent ne permet pas des déplacements sur de longues distances." La direction de l'Environnement a néanmoins saisi les organismes spécialisés et notamment le Programme africain de l'écosystème du cœlacanthe (en anglais ACEP), pour mener des expertises génétiques afin de s'assurer que les spécimens tanzaniens ne présentent pas des caractéristiques identiques à ceux des Comores.

Si rien n'atteste pour l'instant "la fuite du cœlacanthe comorien", les militants écologistes attirent l'attention sur la coïncidence entre la découverte tanzanienne et les travaux de concassage débutés en 2001 par la société internationale Sogéa.

L'unité de concassage est en effet implantée sur la baie d'Itsoundzou, l'un des douze villages du sud-ouest de Ngazidja... et lieu de villégiature du cœlacanthe. Faride Assane insiste sur les "conséquences sous-marines des vibrations et des bruits provoquées par les concasseurs". Pour Saïd



## CARTE D'IDENTITÉ DU CÆLACANTHE

**NOM COMORIEN :** gombessa

**NOM SCIENTIFIQUE :** Latimeria Chalumnea

**DATES DE DÉCOUVERTE :** 1938, Est Landan (Afrique du Sud) par Latimeria. 1952, Ndzuani (conservé en Afrique du Sud). 1953-1954, Comores : trois individus sont expédiés au Muséum d'Histoire naturelle de Paris.

**HABITAT :** profondeurs marines de 150 à 700 mètres, entre 18 et 22,5 degrés celsius, très près des rivages. Solitaire, ne quitte ses grottes que la nuit pour se nourrir.

**SIGNE PARTICULIER :** sa découverte a révolutionné la science qui fait un bond de 70 millions d'années dans l'histoire de l'évolution. Selon la théorie de Darwin, "le cœlacanthe se situe en effet au premier niveau de la chaîne qui allait donner les vertébrés. Il a disparu en même temps que les dinosaures." D'où l'intérêt des scientifiques qui cherchent à comprendre comment ce fossile a pu survivre aux aléas climatiques jusqu'à nous jours.

Ahamada, les travaux ont un retentissement sur tout l'écosystème local : "Le fossile vit dans des profondeurs de 300 à 500 mètres, mais l'impact de cette activité sur les poissons de moindre profondeur engendre nécessairement des déséquilibres qui affectent la chaîne alimentaire et perturbent la vie du cœlacanthe."

L'AIDE et l'APG sont d'accord : "On ne peut protéger sérieusement le cœlacanthe sans prendre en compte la préservation de l'environnement côtier et marin de sa zone de vie." Comme toutes les autres associations environnementales de Ngazidja, elles réclament le déplacement de l'unité de concassage vers un autre lieu et ne désarment pas après quatre ans de bataille infructueuse. Leur atout : un projet d'installation d'un parc marin intégrant les 12 villages de la côte sud-ouest, et d'un Centre d'information et de recherches sur le cœlacanthe dont l'implantation est prévue à Itsoundzou (lire en page 9). Si ce projet se concrétise, parviendra-t-il à s'allier la population d'Itsoundzou qui, pour l'instant, se satisfait de l'argent versé au village par la Sogéa ? Les écologistes de Ngazidja l'espèrent. Attachés à ce fossile devenu symbole de l'archipel, ils veulent faire de la bataille pour sa protection un enjeu national.

KAMAL'EDDINE SAINDOU

## L'ANT S'EXPLIQUE

M. Rosoux, délégué de l'Agence nationale pour l'insertion des travailleurs d'outremer (ANT) à Maoré, réagit à l'article "Les oubliés de l'ANT" (Kashkazi n°4).

1er point : il ne faut pas parler d'étudiants, mais de "stagiaires professionnels", rectifie-t-il. Second point : les stagiaires critiquent le fait que l'un des 5 lauréats sélectionnés pour suivre une formation à la Réunion ait été remplacé, lors de la réunion de préparation, par un 6e candidat. "La Dass a demandé à l'ANT de l'écartier car il aurait déjà effectué des formations qui n'ont jamais abouti", explique Michel Rosoux. "Le Conseil général a ensuite ordonné son retour." Le délégué revient aussi sur "la crainte des stagiaires sur la suite de leurs stages en métropole et en Belgique. Il n'y a pas d'inquiétude à avoir, car le passeport mobilité est là pour leur permettre de partir. Au lieu de dépenser leur argent à venir en vacances trois fois dans l'année, ils feraient mieux de le garder pour partir en stage", rappelle-t-il. "L'ANT existe à Mayotte depuis 2004, ça s'est toujours bien passé. Ces stagiaires risquent par leur attitude de gâcher la chance de ceux qui vont suivre. C'est de l'extra ce que font les élus, dans les autres Dom les jeunes n'ont que 650 euros pour une formation équivalente."

## "JE NE CROIS PAS À UNE MIGRATION"

SAÏD AHAMADA

## SOGÉA : UNE IMPLANTATION LITIGIEUSE

LE CONCASSAGE DE ROCHE A DES CONSÉQUENCES SUR L'ENVIRONNEMENT CÔTIER MAIS LA SOGÉA REFUSE DE DÉPLACER SON SITE.

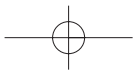


**L**A PRÉSENCE DE L'UNITÉ DE CONCASSAGE DE LA SOGÉA À ITSOUNDZOU est contestée par les associations environnementales de Ngazidja. "Je suis convaincu qu'elle peut avoir un impact négatif sur l'environnement du village", soutient ainsi Saïd Ahamada, responsable de l'Association de protection du Gombessa. Outre la pollution de l'air, l'extraction et la destruction de la roche volcanique fragilisent la côte et défigurent la baie. Aucun travail de consolidation de la plateforme n'a d'ailleurs été entrepris sur le site alors que le sol y est fragile et poreux.

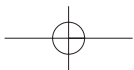
A l'ouverture du site en 2002, les associations ont saisi la direction de l'Environnement et le gouvernement de

Ngazidja. Dans un courrier, le ministre du Tourisme et de l'Environnement met en demeure la société "d'abandonner le site (...) et aménager une pente en béton armé à l'endroit où étaient puisés les premiers galets". Le gouvernement a par ailleurs exigé de la Sogéa qu'elle cesse de détruire les galets.

La société a cédé sur ce dernier point, mais poursuit le concassage sur la baie. "Si l'on nous démontre scientifiquement que notre activité perturbe le cœlacanthe, la Sogéa partira. Mais pour l'instant aucune étude ne confirme ces rumeurs", répond Guillaume Lubeer aux allégations sur une possible relation entre les activités de sa société et la migration du gombessa. Le représen-







plus loin

# “CLANDESTINE” MALGRÉ ELLE

JEANNETTE MLANAO-AMADI ÉTAIT FRANÇAISE. L'ADMINISTRATION A FAIT D'ELLE UNE ÉTRANGÈRE.



... tant de la filiale du groupe mondial Vinci reconnaît certaines nuisances mais estime que sa société a cadré son activité sur la base des recommandations faites "par l'étude d'impact environnemental effectuée par le bureau d'Etudes Urahafou, dont dispose le ministère de l'Environnement". L'affaire n'en reste pas moins sombre. Les autorités comoriennes se sont-elles contentées de donner "les autorisations" à la Sogea sans conditions ? "On a été plus ou moins aiguillés vers ce site", explique Guillaume Lubeer qui avoue "ne pas savoir à qui appartient ce terrain". L'installation sur la zone des pas géométriques -terrain appartenant de fait au domaine de l'Etat- a été négociée avec la communauté villageoise à qui la société verse 300.000 fc (600 euros) de loyer mensuel l'extraction de la pierre et 3.000 fc (6 euros) par camion de roche extraite. A la question de savoir si ce n'est pas un moyen de s'allier le soutien du village, Guillaume Lubeer esquisse le premier zeste de sourire de la conversation. "Je n'aime pas trop ce terme. Disons qu'on développe un petit peu ce village qui a été oublié. Leur seule richesse sont la pierre et le cœlacanthe. Le protocole d'accord passé avec le village dit qu'on extrait le basalte dans la zone et en contrepartie, on construit un foyer des jeunes, une mosquée et un débarcadère" pour les pêcheurs. Le représentant est en tout cas formel : il n'a pas eu, assure-t-il, connaissance du projet de création d'un parc marin destiné à préserver l'environnement côtier et marin de la zone ni du courrier de mise en demeure du ministère de l'Environnement.

KES

## Le Parc marin attend son décret

DEPUIS 2000, UN PROJET DE PARC RÉGIONAL pour le cœlacanthe attend d'être officialisé par un décret. Il s'étend sur 25 à 30 km sur la côte sud-ouest, où sont localisés les deux tiers des 200 à 300 cœlacanthes répertoriés dans l'île. Douze villages sont concernés par ce projet qui prévoit des actions de "protection de la biodiversité, de recherches scientifiques, de valorisation touristique". Un centre d'information et de recherches sur le cœlacanthe d'un montant de 60 millions de fc (122.000 euros) est prévu à Itsoundzou.

JUSQU'À L'ANNÉE DERNIÈRE, JEANNETTE MLANAO-AMADI SE CROYAIT FRANÇAISE. Fille d'un Français d'origine comorienne, petite-fille d'un ancien combattant lui aussi français, elle avait quitté les Comores à l'âge de cinq ans et vécu les trois-quarts de son existence à Aubagne, non loin de Marseille, avec ses parents. Depuis 2001, elle possédait une carte d'identité française. Mais en août 2004, à son retour de Ngazidja où elle avait passé ses vacances, les droits qu'elle croyait avoir acquis se sont évaporés.

Le 15 août de cette année-là, la jeune fille débarque à l'aéroport de Marseille. Lors du contrôle des passeports, un policier lui annonce qu'un "petit problème" concernant son identité impose des vérifications. "Ils m'ont demandé ma carte d'identité et je leur ai donnée. Je ne l'ai plus jamais revue", dit la jeune fille. Au bout de trois quarts d'heure d'attente, Jeannette apprend qu'elle est "recherchée depuis deux ans et demi" pour un délit dont elle ignore tout, et accusée de s'être introduite illégalement sur le territoire. "Qu'est-ce qui nous prouve que vous êtes la fille de ce monsieur ?" s'entend-elle demander quand elle explique que son père est fran-

çais. "J'ai eu une crise d'asthme et ils m'ont dit : "Ne faites pas l'innocente. Vous savez très bien ce que vous avez fait. Sinon vous ne vous mettriez pas dans des états pareils." Je leur ai répondu : "Mais si vous me recherchez depuis deux ans, où est-ce que vous m'avez cherchée ? Je vis depuis 16 ans à Aubagne, j'ai passé mon Bac, j'ai fait ma journée d'appel à la Défense !" Sans comprendre ce qui lui arrive, Jeannette passe trois jours à l'aéroport "dans une pièce sans fenêtre, sans douche, et sans bagage alors que j'étais indisposée. Mais ils s'en foutent ! J'étais devenue une clandestine et, c'est bien connu, les clandestins sont sales !" ironise-t-elle. Durant ces trois jours, elle vit dans l'hébergement et la menace d'atterrir au Yémen où, lui dit-on, elle pourrait être renvoyée puisqu'elle y a fait escale avant d'arriver.

MENOTTÉE, ELLE EST ENSUITE TRANSFÉRÉE AU CENTRE de rétention d'Arenc. Seule femme au milieu de clandestins "roumains, turcs et libanais" qui attendent d'être renvoyés chez eux, elle passe deux jours isolée dans une chambre vitrée.

Le 20 août, elle est entendue par un juge. Entre-temps, la famille Mlanao a décou-

vert l'origine de ce cauchemar : sur les extraits de naissance fournis pour les cartes d'identité, les dates de naissance de Jeannette et de sa sœur Jacqueline, toutes deux nées à Ngazidja à un an d'intervalle, ont été inversées. "On avait du demander plusieurs fois des extraits aux Comores mais il y avait toujours des problèmes", raconte Jeannette, dépitée.

"FINALEMENT, MON ONCLE qui a déposé les papiers ne s'est pas rendu compte de l'erreur. Il faut dire aussi que les Mlanao, nous sommes une famille immense et très métissée. Mon arrière-grand-père a eu quarante-quatre enfants, ses enfants une vingtaine chacun, et mes tantes ont donné leur nom à leurs enfants plutôt que celui de leur mari. Alors, quand l'administration française voit encore un Mlanao arriver, elle pense qu'on se moque d'elle !" La méfiance suscitée par les réseaux de trafic de papiers comoriens aidant, l'inversion est prise pour une tentative de faux. Lorsque l'administration s'est rendue compte qu'elle avait délivré des cartes d'identité sur la base d'informations erro-

cer à la formation en alternance de stylisme où elle s'était inscrite. "Ils m'ont fait rater la rentrée, et de toutes façons aucun patron n'aurait voulu d'une clandestine." Inactive et déprimée, la jeune fille ne peut sortir que pour faire la queue au service des étrangers de Marseille. Sa carte de séjour n'arrivera qu'en décembre.

À LA RÉCEPTION DE LEUR CARTE, ELLE ET SA SŒUR JACQUELINE, qui a dû elle aussi restituer ses papiers, doivent subir la demi-journée censée initier les immigrés à la vie en France. Un moment surréaliste pour les deux jeunes filles qui, depuis leur enfance, ont rarement quitté l'Hexagone : "Ils nous montrent le drapeau français, et une photo de Chirac en disant : "Voici notre président"", rigole Jeannette, amère. "Ils nous montrent des images des moyens de locomotion en articulant : "ME-TRO", "VE-LO"... Ils prennent vraiment les gens pour des abrutis. Ils croient qu'il n'y a pas de vélos dans les autres pays ou quoi ? Et puis ils parlent de l'hygiène, car il faut savoir que les immigrés sont sales..."

Aujourd'hui, Jeannette ne peut pas reprendre sa formation à Paris : "Je dois être près de Marseille pour renouveler ma carte de séjour", explique-t-elle. "Pour trouver du travail, une carte de séjour d'un an, quand en plus on a la peau foncée, ça ne facilite pas les choses. Je ne suis sûre de rien. C'est pas facile quand à chaque fois que tu entreprends quelque chose, tu te prends une claque dans la bouche !"

SE LANCER DANS UNE ACTION EN JUSTICE OU ACCEPTER SON SORT ? Entre les conseils des avocats et des associations de défense des droits de l'Homme, Jeannette et sa famille se sentent perdues. "Une action en justice coûte cher. Et puis je suis bien placée pour savoir que des papiers français ne sont pas une garantie. Tant pis, ils ont fait de moi une claud, ça m'est égal maintenant."

LISA GIACHINO

**“VOUS SAVEZ CE QUE VOUS AVEZ FAIT. SINON, VOUS NE VOUS METTRIEZ PAS DANS DES ÉTATS PAREILS.”**

nées, elle a envoyé à Jeannette un courrier lui demandant de restituer ses papiers. "Mais ma mère, qui ne lit pas le français, n'a pas fait attention", explique la jeune femme. Grâce aux lettres de soutien du maire d'Aubagne et de sa femme, l'ancienne institutrice de Jeannette, le juge a accepté qu'elle reste sur le territoire, à condition de demander une carte de séjour. Mais les ennuis et les humiliations ne sont pas terminés pour autant. Au lieu de demander la rectification de l'erreur de date, l'administration la considère désormais comme une étrangère. Assignée au domicile de ses parents durant trois mois, sans-papiers le temps que sa carte de séjour soit délivrée, Jeannette doit renon-

PUBLICITE

# COTECNA

**COTECNA remporte le contrat d'inspection au Bangladesh et ouvre deux nouveaux bureaux.**

Cotecna a le plaisir d'annoncer la signature du contrat d'inspection avant embarquement - Preshipment Inspection (PSI) - pour une durée de trois ans avec le gouvernement de la République populaire du Bangladesh. Ce contrat qui couvre l'inspection des marchandises importées débutera le 1er septembre 2005.

Quatre compagnies d'inspection ont été choisies pour se partager le mandat

d'inspection PSI, qui a été divisé en cinq zones géographiques. Cotecna est la seule compagnie qui s'est vue attribuer deux zones par le gouvernement du Bangladesh. La région géographique que couvre Cotecna comprend les principaux pays exportateurs dont la Chine, la Corée, le Taiwan et le Japon, ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

"Je suis particulièrement fier de la confiance que le gouvernement du

Bangladesh témoigne envers Cotecna. Par ailleurs, ce contrat permettra à Cotecna de renforcer sa stratégie d'expansion en Asie et de créer de nouvelles opportunités, notamment avec la Chine", dit Robert Massey, CEO. Cotecna a ouvert deux nouveaux bureaux à Dhaka et à Chittagong et aura une équipe opérationnelle d'une soixantaine de personnes dès le 1er septembre 2005.

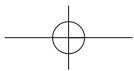
**CONTACT : ALISON BOURGEOIS,  
VICE-PRÉSIDENT,  
COMMUNICATIONS  
+41 22 8497823**

Fondé en 1974, le Groupe COTECNA offre de nombreux solutions de sécurité et inspection dans le commerce international, notamment l'inspection des marchandises avant embarquement et à destination ; la vérification et certification de standards de qualité et la vérification en matière de valeur en douane.

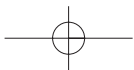
Le Groupe COTECNA est pionnier dans les domaines tels que la Gestion du Risque, l'Inspection à Destination, l'Intégration de projets Scanners, les programmes de modernisation des Douanes, l'assistance dans l'évaluation douanière et la sécurité dans les échanges commerciaux.

Le Groupe COTECNA compte environ 4000 employés et agents spécialisés, réparties dans un réseau mondial de plus de 100 bureaux et gère 12 contrats d'inspection gouvernementaux.

**Pour une description détaillée de nos services, veuillez consulter : [www.cotecna.com](http://www.cotecna.com)**







# dossier

## LES QUARTIERS BLANCS À MAORÉ

# LÀ-HAUT, DANS LES M'ZUNGULAND

La résidence de Majicavo-Koropa, qui domine le village. Portail, gardien, piscine à l'intérieur : il est l'un des plus sécurisés des quartiers blancs de Maoré.



## AVANT PROPOS

**L**e but de ce dossier n'est pas de stigmatiser les wazungu de Maoré ou de dresser les communautés les unes contre les autres. Nous savons déjà que certains nous accuseront de vouloir créer des tensions. Or nul besoin de les créer, ces tensions existent -que ceux qui disent le contraire aillent tendre l'oreille sur un barrage routier, un jour de colère villageoise. Les dissimuler, faire comme si elles n'existaient pas, ne les fera pas disparaître, bien au contraire : si on n'y prend pas garde, elles peuvent devenir explosives. Notre volonté est plutôt de commencer à crever l'abcès, pour contribuer à une prise de conscience et à une amorce de débat entre communautés.

Même si j'ai pris soin de ne pas généraliser mon propos, des lecteurs risquent de se sentir agressés et d'avoir l'impression que je leur attribue des gestes, des pensées et des paroles dans lesquels ils ne se reconnaissent pas. J'insiste donc sur le fait qu'il s'agit là de la description du comportement d'une partie seulement des wazungu de Maoré ; toute généralisation est dangereuse, d'autant plus lorsque l'on parle d'une communauté.

Je voudrais tout de même souligner que je n'ai eu aucun mal à trouver les témoignages cités dans l'article qui suit. Je n'ai pas cherché à mettre en avant, parmi les propos de nombreuses personnes, ceux qui me paraissaient les plus extrêmes. Ils se sont imposés d'eux-mêmes, car la majorité des personnes rencontrées -et choisies au hasard- ont exprimé une grande méfiance vis-à-vis de la population locale. Ce qui a confirmé ma conviction, acquise après un an et demi de travail de journaliste à Maoré - et partagée par de nombreux habitants de l'île, qu'ils soient noirs ou blancs- que des déséquilibres et des attitudes de mépris choquants minent la société mahoraise. Ce dossier ne prétend pas détenir la vérité mais il se base sur des réalités bien concrètes. A vous de le compléter, que vous soyez d'accord ou pas avec son contenu, par vos réponses et vos réactions.

LG

**À FORCE DE RESTER ENTRE EUX, UNE PARTIE DES WAZUNGU DRESSE UN PORTRAIT DE LA POPULATION LOCALE QUI, EN FRANCE HEXAGONALE, SERAIT QUALIFIÉ DE RACISTE. D'AUTRES ONT CHOISI DE FUIR LES LOTISSEMENTS ET LEUR "SOLIDARITÉ ARTIFICIELLE".**

UN DOSSIER SIGNÉ LISA GIACHINO

**A**SSIÉGÉS. CERTAINS WAZUNGU DE MAORÉ SEMBLANT VIVRE DANS UNE FORTERESSE MENACÉE par d'inlassables envahisseurs. Les barrières ne sont jamais assez étanches à leurs yeux, les gardiens jamais assez attentifs pour remporter la bataille contre l'ennemi cambrioleur. Valérie (1), professeur d'Education physique, n'a pas rendu les armes pour autant. Assise dans son petit appartement encombré de bibelots, elle fait le point : "Ici, toutes les nuits ou presque, il y a des intrusions dans la résidence. Quelqu'un a déchiré la moustiquaire de la fenêtre et m'a volé la bombe anti-agression que j'avais laissée sur la table de nuit. Les grilles peuvent être descellées..."

Les vols sont l'une des grandes préoccupations du voisinage. "Quand il y a eu le cyclone, un mur est tombé", explique-t-elle. "On a fait pression sur l'agence pour leur dire que c'était archi-urgent de réparer la barrière." Les rondes du gardien ne suffisant pas, les habitants se sont organisés : "On a créé une association et on a tous des sifflets pour s'avertir les uns les autres. On ne se sent pas en sécurité."

Ce n'est pourtant pas l'impression que donne de l'extérieur cette résidence privée. Sur les hauteurs de Majicavo-Koropa, en face de bidonvilles faits de tôle récupérée occupés par des sans-papiers, se dresse un énorme portail qui ne s'ouvre que pour les véhicules munis d'un code ou d'une carte d'accès. La

porte destinée aux piétons, fermée même en plein jour, peut être déverrouillée par le gardien ou depuis les appartements, grâce à un système d'interphone. L'intérieur est la plupart du temps dissimulé aux yeux de la population du quartier. "On ne peut pas entrer, nous les Noirs", explique une petite fille. "Le gardien ne veut pas. On n'est pas comme eux."

**POUR L'UN DES LOCATAIRES, RETRAITÉ DU BÂTIMENT**, c'est aussi bien comme ça : "Si c'était tout ouvert, ce serait pire. Il y a toujours un peu de tension car ils nous envient." Forcément, au milieu de bicoques qui n'ont pas toutes l'eau potable, il vaut mieux que la pisci-

**"DES GENS QUI NE SE FRÉQUENTERAIENT PAS EN MÉTROPOLE PASSENT LEUR TEMPS ENSEMBLE. IL Y A UNE FORME DE SOLIDARITÉ ENTRE LES BLANCS. COMME SI ON ÉTAIT EN TERRITOIRE HOSTILE, ENNEMI..."**

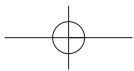
ne de la résidence reste invisible... "Quand la clôture est tombée, les petits blancs étaient gênés de se baigner devant les enfants du quartier qui les regardaient", confie un autre habitant. Le site n'est qu'un exemple, un peu plus criant que les autres, d'un mode d'habitat séparé qui favorise la méfiance et l'incompréhension entre les communautés m'zungu et comorienne de Maoré. Car la barrière n'existe pas seulement entre les

maisons et dans les porte-monnaies : elle est aussi dans de nombreuses têtes. Si les Français de l'Hexagone sont conscients que les fortes inégalités économiques sont à l'origine des vols dont ils se plaignent, nombre d'entre eux font l'amalgame entre cambrioleurs et population locale. Prompts à généraliser, ils dressent souvent un portrait des Mahorais qui, en France, les ferait taxer de racistes. Sans remettre en cause -ou si rarement !- leur propre comportement...

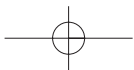
"Le problème vient de leur perception de nous", affirme ainsi Valérie, qui se targue d'une grande ouverture d'esprit. "Pour eux on est m'zungu, point final. C'est dommage. Un jour je disais à un gamin comorien : "Nous on donne du travail à vos sœurs, elles font le ménage chez nous, et vous, vous venez nous cambrioler ?""

L'enseignante ne semble pas s'apercevoir qu'elle transforme ainsi n'importe quel enfant noir du quartier en voleur potentiel. "Je les comprends", prétend-elle. "Moi à leur place, qu'est-ce que je ferais ? Pourtant on leur donne beaucoup de choses en partant. On est généreux... enfin disons qu'on n'est pas rancuniers. Mais c'est vrai qu'au bout de quatre ans, notre vue change. Au début c'est l'exotisme, on leur pardonne tout. A la fin, quand on a été cambriolés, qu'on a vu qu'ils conduisent mal et qu'ils crachent partout, ●●●

LIRE ÉGALEMENT NOTRE SUJET SUR L'AFRIQUE DU SUD, EN PAGE 14.







## LES QUARTIERS BLANCS À MAORÉ

# dossier

●●● on ne supporte plus. Moi ce que je ne leur pardonne pas, c'est d'être sales et de rendre Mayotte sale. Ça fait partie des choses qui font qu'on n'a pas envie d'avoir des relations avec eux. C'est un état de fait, on ne peut pas se côtoyer. Il y a des Mahorais qu'on ne peut côtoyer sans arrière-pensée." Chez un jeune couple de profs installés à Sada, le discours est à peine différent : "J'évite de les faire rentrer, je ne mets rien à la vue, pour qu'il n'y ait aucune tentation", explique Christophe, qui joue pourtant régulièrement à la pétanque avec ses voisins comoriens, et passe pour l'un des wazungu les plus "intégrés" du coin. Et sa compagne de renchérir : "Moi non plus je ne veux pas qu'ils rentrent. Avec le regard qu'ils ont sur la femme ! Il y a trop de différences culturelles."

UNE FRONTIÈRE INFRANCHISSABLE SÉPARERAIT donc les Français "métropolitains" des autochtones ? Ce n'est pas l'avis d'Antoine et Marie, 45 ans environ qui, après un premier séjour dans le "m'zunguland" de Bandréle, ont choisi de vivre autrement leur retour sur l'île. Le couple garde un souvenir mitigé du lotissement Sim qui surplombe le collège de Bandréle. "J'avais fait faire une table de ping-pong par un menuisier et je l'avais installée au lotissement", raconte Antoine. "Les enfants du village bravaient les chiens pour venir jouer, il y avait une bonne ambiance, un certain mixage. Ça leur permettait d'avoir une activité ludique avec des gens plus âgés, de s'exprimer en français. Mais au lotissement, certains ont trouvé que ça faisait trop de bruit, alors j'ai descendu la table au village." Tout en faisant mine de regretter la maigreur des contacts entre communautés, certains wazungu semblent justement tout faire pour les éviter, du moins sur leur propre "territoire", où sont seuls admis les jardiniers, femmes de ménage et vendeurs de légumes. "A une époque, les gens avaient barré la route qui passe par le lotissement et rejoint les cases Sim mahoraises", se souvient Marie. "Les gens se parquent. D'ailleurs quand on était là-haut on avait peu de visites, il fallait monter nos connaissances mahoraises en voiture et les raccompagner parce qu'elles avaient peur des chiens. Aujourd'hui on connaît très bien des Mahorais qui vivent à proximité du lotissement. Ils n'ont aucun contact avec les m'zungu. Il pourrait se passer une catastrophe en bas... en haut, ils ne le sauraient même pas. Ce sont deux mondes cloisonnés. Quand les gens ont eu peur du tsunami et ont déménagé en pleine nuit, les habitants du lotissement ne se sont rendu compte de rien."

La défiance de l'Autre-présente aussi chez les Mahorais vis-à-vis des wazungu - bloque toute relation simple, naturelle, basée sur la confiance. Antoine et Marie collectionnent les exemples de l'attitude rocambolesque de leurs collègues : "Le jour de l'Idé, certains nous ont demandé de les accompagner au village pour prendre des photos", sourit Antoine. "Ils n'osaient pas y aller seuls. Ce qui montre bien qu'ils n'y descendent jamais." "Et moi on me demande : "T'as pas peur d'aller là-bas toute seule

le soir ?""", poursuit Marie. "Une fois à la plage, une femme que je ne connaissais pas est venue se coller sur moi alors qu'on avait le sable et la mer pour nous toutes seules. Il y a une forte appréhension chez ces gens." Des relations basées sur l'argent viennent aussi fausser le jeu. "On connaît énormément de pêcheurs qui nous emmènent en mer", explique Antoine. "Les collègues nous demandent : ça coûte combien ? Alors que ça

se fait comme ça, par amitié..."

L'effet de groupe et la perte des repères habituels pour les nouveaux arrivants dans l'île font le reste. "Quand ils arrivent, on leur explique qu'il y a seulement la Sim (le Société immobilière de Mayotte, ndlr), c'est ce qui conduit à cette ghettoïsation", estime Marie. "C'est un regroupement artificiel. Le mixage des populations ne se fait pas. Et puis les wazungu partent du principe que c'est

impossible de faire quoi que ce soit avec les Mahorais. Donc ils font tout entre eux. Dans les lotissements, on se crée artificiellement des sympathies, une fausse convivialité. Des gens qui ne se fréquenteraient pas en métropole passent leur temps ensemble. Il y a une forme de solidarité entre les blancs. Comme si on était en territoire hostile, ennemi..." Assiégés.

LG

(1) Tous les prénoms de cet article ont été modifiés



Devant la résidence de Majicavo-Koropa. Pour entrer, il faut connaître le code...

## “LE PRIX À PAYER POUR DES BESOINS QUANTITATIFS”

APRÈS 20 ANS DE CONSTRUCTION PRÉCIPITÉE, LA SIM RÉFLÉCHIT ENFIN À L'INTÉGRATION DE SES LOTISSEMENTS. ENTRE-TEMPS, DES SOCIÉTÉS PRIVÉES ONT BÂTI DES RÉSIDENCES AVEC PORTAIL ET GARDIEN.

**D**'ICI, LA VUE SUR LE LAGON EST IMPRENABLE. LA LONGUE RUE DES 100 VILLAS, AVEC SES VASTES MAISONS alignées le long de la pente, est le premier quartier de l'île conçu spécialement pour accueillir les fonctionnaires wazungu. Un quartier sorti de terre dans l'urgence, peu après la déclaration d'indépendance des Comores, par la Société immobilière de Mayotte (Sim) créée en 1977. "Les cinquante villas ont été construites selon une logique métropolitaine", explique Vincent Liétar, directeur adjoint de la Sim où il travaille depuis 1981. "Par la suite, elles n'ont pas été jugées satisfaisantes : la philosophie de la Sim était plutôt de faire des logements sociaux et locatifs qui avaient une ressemblance architecturale, et qui utilisaient les mêmes modes de production locaux."

Le modèle de ces villas a donc été abandonné. Cependant dans le fond, l'enjeu est resté le même : construire coûte que coûte assez d'appartements pour loger des fonctionnaires de plus en plus nombreux ; suivre le démarrage en trombe de la scolarisation des jeunes et du

développement de l'île. "Le summum a été atteint en 1997 avec 200 logements produits dans l'année", raconte Vincent Liétar. "On courait, on avait la programmation un an avant la livraison, c'était très court. On travaillait dans l'urgence permanente, on couvrait le quantitatif au fur et à mesure selon le nombre de fonctionnaires qui devaient arriver. C'était un travail quotidien plus qu'une démarche d'aménageur. Les toutes premières installations ont suivi les collèges, d'abord ceux de Dzoumogné et Chirongui. C'était une famille/un logement... Il y avait des réunions à la préfecture avec les syndicats d'enseignants, pour vérifier si les logements seraient livrés à temps. Il fallait produire !"

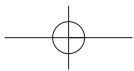
VINGT ANS APRÈS LA NAISSANCE DES 100 VILLAS, la société immobilière a commencé à prendre du recul sur les conséquences de ces constructions précipitées : des îlots de richesse peuplés de membres de la même profession et déconnectés des villages autochtones - souvent situés en contrebas - que certains nom-

L'INTÉGRATION DE L'HABITAT N'EST PAS FORCÉMENT SYNONYME D'INTÉGRATION SOCIALE. A SADA, UN BLOC DE SIX APPARTEMENTS PARFAITEMENT INTÉGRÉS AU QUARTIER FAIT LA FIERTÉ DE LA SIM. LES RELATIONS ENTRE LES LOCATAIRES ET LA POPULATION DU QUARTIER NE SEMBLENT CEPENDANT PAS TRÈS POUSSÉES. "ON N'EST PAS SPÉCIALEMENT INTÉGRÉS DANS LE QUARTIER" INDIQUE L'UN DES OCCUPANTS, ENSEIGNANT AU COLLÈGE DE CHICONI, "ÇA SE RÉSUME À DES BONJOUR-BONSOIR". COMME LE SOULIGNE VINCENT LIÉTAR, "LA MIXITÉ, C'EST FACILE À DIRE, MAIS PAS À FAIRE".

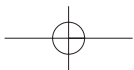
ment ghettos.

"Même si je n'aime pas ce terme, c'est vrai qu'on peut s'interroger sur la pertinence des implantations de lotissements", admet Vincent Liétar. Pour l'architecte, le principal défaut de ces quartiers n'est pas leur emplacement, mais leurs dimensions. "Je ne pense pas que les sites choisis soient mauvais mais il y a eu des erreurs d'échelle", observe-t-il. "Les lotissements Sim avaient parfois la même surface que le village initial. Quand on a commencé à rencontrer des réticences de la part des communes, vers 1994-95, c'était d'ailleurs le problème : les lotissements étaient perçus comme une concurrence faite aux habitants dans l'occupation de l'espace. En plus, les gens voyaient d'un côté une Sim très, voire trop efficace, capable de faire sortir un lotissement de terre en une année, et de l'autre un habitat social (ce qu'on appelle à Maoré les cases Sim notamment, ndlr) beaucoup plus long à construire."

Le lotissement de Combani, avec ses allées régulières et ombragées, a ●●●







# dossier

## LES QUARTIERS BLANCS À MAORÉ

### ... par exemple des allures de parc immense comparé au village. "Ces 100 logements sont hégémoniques, trop importants en surface", juge l'architecte. "Quant à la pointe Koungou, le lotissement le plus isolé, elle pourrait bien être au milieu du village, ce ne serait pas mieux. Pour une question de taille." Pourquoi ne pas y avoir réfléchi avant ? "Il y avait des priorités et elles n'étaient pas de faire dans la dentelle. Il nous était interdit de rater la rentrée scolaire", explique Vincent Liétar. "Ces lotissements ont été le prix à payer pour des besoins très quantitatifs."

# SORTIR D'UN CONCEPT "QUI CRÉE DES TENSIONS"

**A**NCIEN DE LA SIM, CHRISTOPHE LIMOUSIN A CRÉÉ, APRÈS UN PARCOURS dans l'habitat social et l'architecture des pays en voie de développement, sa propre société d'immobilier. Il est le promoteur de l'opération des Trois vallées, un ensemble de 160 logements sorti de terre tout récemment à Majicavo-Lamir, derrière le centre commercial Jumbo Score, et souvent qualifié de "ville nouvelle". Un concept novateur à Maoré, que la Sim cherche de son côté à développer à plus petite échelle.

**Christophe Limousin, qu'est-ce qui différencie les Trois vallées des autres lotissements ?**

On n'est plus dans le concept de lotissement mais dans celui de quartier. Les voies traversent et ne s'arrêtent pas, c'est ce qui permet d'éviter l'effet lotissement. Un espace public, des commerces, un hôtel, un cinéma, une banque sont prévus. On va essayer d'y amener l'administration pour qu'on y trouve la totalité des activités. Il y aura des villas, des immeubles, et trois lotissements Sim en parc locatif aidé, pour des gens à faible revenu. On peut faire des logements sociaux au centre de zones urbaines "chic". L'important, c'est de respecter certains équilibres.

**Qui habite dans cet ensemble ?**

J'ai fait des parcelles de 300 m<sup>2</sup> que j'ai réparties équitablement dans le lot, afin d'apporter une certaine mixité, d'avoir des directeurs comme des employés, 15% de Mahorais de souche ont acheté, 10% d'Indiens, quelques Malgaches et quelques Réunionnais, et des métropolitains sont propriétaires ou en location. On sort ainsi du concept "on est tous de la même catégorie et on vit tous au même endroit", qui crée des tensions.



Le quartier de Cavani sud surplombe le lagon et les cases en tôle de M'tsapéré.

**Qui sont les Mahorais qui vivent aux Trois vallées ?**

J'ai pris en compte l'émergence d'une bourgeoisie mahoraise qui n'a pas forcément la possibilité de trouver du foncier et n'entre pas dans les critères de l'habitat social. Cette catégorie de population est souvent à la recherche d'un lieu de représentation synonyme de statut social, c'est un phénomène qui existe dans le monde entier mais qui est ici émergent. Ce sont des fonctionnaires qui ont la trentaine ou la quarantaine, des couples dont les deux membres travaillent, qui n'ont pas de terrain familial et qui gagnent à eux deux environ 3.000 euros. Ils sont demandeurs d'autre chose que la vie en collectivité au village.

**Pourquoi parle-t-on de ghettos sur l'île ?**

Le terme de ghetto est un peu excessif, mais en tous cas on est passé complètement à côté des choses. On a créé du logement sans penser qu'il faut des activités, du commerce, des services dans une ville. On n'a pas créé les lieux d'échanges où les communautés peuvent se retrouver. Aux Trois vallées une école privée a été intégrée. Toutes les communautés s'y retrouvent, même si le niveau économique est élevé. L'école est un moyen de créer des convergences entre les gens. Les collèges situés à 2 km des villages sont par exemple une hérésie totale.

RECUEILLI PAR LG

**LA STRATÉGIE A CHANGÉ À PARTIR DE 1997.** "On s'est dit qu'il fallait revenir à des petites opérations. La trame que nous nous sommes par exemple fixée avec le vice-recteur, c'est de faire maintenant des opérations denses, qui ne dépassent pas dix ou douze logements, et qui s'intègrent dans les quartiers. Il faut surtout qu'il y ait une continuité urbaine entre le village et le lotissement. Par exemple, que le goudron ne s'arrête pas au bord du quartier Sim."

Une démarche plus audacieuse a par ailleurs été initiée : "Dans des lotissements locatifs, des parcelles sont prévues pour être cédées à des familles mahoraises. On va le faire à Tsoundzou, Kwalé, Tsingoni, et c'est en cours à Trévani. On a aussi proposé aux mairies d'installer des écoles sur des parcelles de la Sim. C'est l'aménagement qui est la clé du partage."

Mais tandis que le secteur public peaufine sa nouvelle politique, certains opérateurs privés prennent -volontairement, cette fois- le relais dans le secteur du m'zunguland, exploitant le filon (rentable) du sentiment d'insécurité souvent exacerbé chez les "métropolitains". Les résidences fermées qu'ils proposent ont pour principaux arguments commerciaux la tranquillité et la sécurité... autant dire l'isolement vis-à-vis de la population locale.

"On a commencé ce type de construction dans la banlieue toulousaine il y a une dizaine d'années" indique Daniel Baras, directeur de la société Le Toit végétal, propriétaire de la résidence située sur les hauteurs de Majicavo-Koropa, au nord de Mamoudzou. "Il y avait une demande de parcs fermés et gardés. On a reproduit ça ici et ça s'est avéré plus qu'utile : l'ensemble de la clientèle est demandeuse d'un excès de protection. Les gens se font plaisir en s'enfermant. C'est très mal vu par les Mahorais, je m'en rends compte en les entendant parler puisque nous employons la population locale. Les Mahorais sont un peuple sans barrière alors qu'au contraire les Européens mettent des barrières. Les Mahorais n'apprécient pas cette façon qu'a l'Européen de s'organiser pour vivre d'une manière dont eux ne profitent pas."

**LE SCHEMA DE CONSTRUCTION EST SIMPLE :** UN ENSEMBLE de bâtiments disposés en U entourés de clôtures, des appartements le plus souvent basiques, et des lieux de vie communs (faré, piscine, jardin...). Plusieurs projets sont en cours, dont une résidence située à l'intérieur de l'espace Trois vallées, à Majicavo (lire ci-contre). Les m'zunguland ont encore de beaux jours devant eux...

LG

# RAOS : "IL Y A UN SYSTEME À CASSER"

**S**OUVENT DÉCRIÉ POUR SES PRISES DE POSITION BRUYANTES, SAÏD AHAMADI, DIT RAOS, EST LE MAIRE de l'une des communes mahoraises qui accueille le plus de lotissements destinés aux Français de l'hexagone. Mi-cordiales mi-orageuses, ses relations avec la communauté m'zungu de Koungou se déclinent sur le mode du "je t'aime moi non plus"...

**Saïd Ahamadi, les "métropolitains" sont-ils intégrés à la vie de votre commune ?**

Il faut d'abord rappeler que c'est à Kangani, dans la commune, que François d'Achery a été élu par des Mahorais. Il est considéré comme une personne de la commune, sa famille est intégrée sans que l'on revienne sur l'époque coloniale. Par contre, la façon dont a été construit le lotissement de la pointe Koungou n'a pas été favorable à l'intégration. J'avais 18 ans quand la commune a pris une délibération en disant : "Il ne faut pas faire d'apartheid. Il faut que les Mahorais aient une place là-bas." Il y avait une prise de conscience du problème, mais la condition

n'a pas été respectée. Il n'y a eu que du locatif.

**Comment se passe aujourd'hui la cohabitation avec le lotissement de la pointe ?**

L'une des mes premières adjointes, chargée de l'Etat civil, est une m'zungu qui habite la pointe Koungou. Du coup, les familles peuvent aller la voir là-bas. Maintenant, on rentre dans la pointe, alors qu'à une époque aucun noir ne pouvait y aller à cause du vigile. Il faut qu'on puisse y entrer : les mangues et les jacquiers ont été plantés par nos parents. Si les jeunes ne peuvent même plus aller cueillir les fruits, il ne faut pas s'étonner après s'ils cambriolent. La pointe ne doit pas être un bunker. Les wazungu, eux, entrent dans nos villages.

**On vous accuse fréquemment de racisme vis-à-vis de la communauté blanche...**

Je ne suis pas pour un affrontement avec les wazungu, mais il y a un système à casser. Une partie de ceux qui s'enferment sont justement des racistes qui ne veulent pas s'intégrer. Et puis ils se lamentent parce que la route

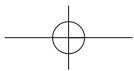
## LA NOUVELLE DONNE ?

**E**T SI LES QUARTIERS M'ZUNGU SE TRANSFORMAIENT PEU À PEU EN QUARTIERS RICHES ? Jusqu'à présent, les Mahorais disposant de moyens financiers préféraient construire dans leur village. Mais les opérateurs immobiliers notent l'émergence d'une bourgeoisie locale qui, pour une partie, est en quête d'un nouveau mode d'habitat. "Cette population est souvent à la recherche d'un lieu de représentation synonyme de statut social", remarque ainsi Christophe Limousin (lire ci-contre). "Une catégorie de Mahorais qui ont vite évolué dans un mode de vie européen arrive en courant dans cette façon de voir les choses", affirme de son côté Daniel Baras en parlant des résidences fermées. "Ils ne veulent plus vivre et construire comme les Mahorais."

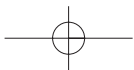
Dans un ensemble comme celui des Trois vallées, la cohabitation entre les communautés n'est plus un problème. Les différences ont été nivelées par l'égalité économique. En revanche, les habitants de ce quartier "chic", Mahorais compris, ont peu de relations avec le village de Majicavo, comme le regrette Raos, maire de Koungou : "Chacun vit de son côté. Il faut faire l'arrimage entre la fusée des riches et la fusée des pauvres."

L'intégration de zones d'habitat social dans des quartiers d'un niveau socio-économique plus élevé est l'une des solutions envisagées par Christophe Limousin, mais aussi par la Sim. "Aujourd'hui, on se bat pour que l'habitat social soit mélangé avec le reste", indique le directeur adjoint Vincent Liétar. "On propose aux mairies des aménagements "nouvelle génération". On essaie de combattre notre propre dogme mais aussi de proposer de nouvelles façons de construire. Par exemple, le quartier Amaha a commencé en 1999 et devrait aboutir fin 2006. Il y a eu un an et demi de discussions, de nombreux acteurs interviennent. Ça prend beaucoup de temps mais c'est indispensable aujourd'hui... alors que ce n'était pas à l'ordre du jour de 1980 à 1995."

RECUEILLI PAR LG







la medina de Mutsamudu (1/5)  
la chambre des Députés à Moroni (2/5)  
les machines de tissage de Comhani (3/5)  
les archives radiophoniques de Radio Comores (4/5)  
l'habitat traditionnel de Mwali (5/5)

DANS L'ARCHIPEL, NOMBREUX SONT LES LIEUX OU LES DOCUMENTS CHARGÉS D'HISTOIRE À TOMBER EN RUINES. KASHKAZI EN A CHOISI CINQ, ET LANCE UN APPEL : "SAUVEGARDONS-LES !"

# gros plan

## CES HAUTS LIEUX DU PATRIMOINE COMORIEN À SAUVER

# DELABRÉE MAIS PLEINE DE VIE

UN COLLECTIF SE BAT POUR QUE LA MEDINA DE "MUTSA" SOIT CLASSÉE PATRIMOINE MONDIAL.

## DU PASTEUR AUX SULTANS

HISTOIRE D'UNE VILLE... D'HISTOIRE.

"LA MEDINA DE MUTSAMUDU N'EST PAS BELLE MAIS UNIQUE ET PITTORESQUE." C'est l'avis

d'un urbaniste, Pierre Blondin, qui a effectué le mois dernier une visite de travail de dix jours à Ndzouani. Financée en grande partie par la diaspora française de l'île, dont les associations Wema et Msaanda, un opérateur économique et différentes personnalités réunies dans un collectif, l'opération vise à inscrire la medina au patrimoine mondial de l'Unesco.

Lancé il y a un an, le projet est en phase de finalisation. Après 20 ans d'expérience sur le terrain africain, Pierre Blondin est optimiste, même si le pari n'est pas gagné d'avance : des travaux sont nécessaires pour mettre au normes des sites délabrés ou en voie de destruction.

L'architecte français a été précédé par une mission de l'Unesco qui a établi la liste indicative des sites à protéger. Au terme de son séjour, il a dressé un bilan de l'état de Mutsamudu. "La ville doit son existence à la jonction de facteurs géographiques et historiques particuliers dans l'océan Indien, qui ont déterminé sa fondation et son développement", indiquait-il. "Établie entre la baie et des escarpements rocheux, elle s'est développée sur une aire limitée. La vieille Mutsamudu aux ruelles tortueuses est un véritable labyrinthe. Le centre est toujours habité et abrite de nombreux commerces, ce qui rend Mutsamudu unique en son genre. Ce qui est merveilleux, c'est que la medina est animée donc vivante. Une spécificité qui sera prise en compte par rapport à d'autres cités qui sont classées patrimoine mondial mais ne sont pas habitées." C'est en effet au cœur de la ville que se déroulent encore les festivités traditionnelles telles que les mariages et le Tam Tam de bœuf. Les difficultés économiques et sociales, l'émigration ont cependant perturbé l'équilibre de la medina. Des maisons sont fermées, d'autres



Pour Fatima Boyer, la gestion des ordures est primordiale pour protéger la medina : "Commençons par balayer chacun notre porte. Ce projet est conditionné par le problème de l'hygiène de la ville, gage de l'engagement de la population."

louées à des occupants qui ont du mal à les entretenir. La sur-occupation a aussi engendré des transformations radicales. La dégradation des bâtiments publics comme privés va en s'accroissant. Les facteurs de détérioration du patrimoine bâti sont similaires à ceux de la plupart des pays pauvres. L'Etat ne dispose pas des moyens pour le conserver. Quant aux particuliers, leurs revenus ne permettent qu'un simple maintien des constructions, sans possibilité de réhabilitation ni de valorisation. S'ajoutent à cela les intempéries particulières à la région : ruissellements qui creusent le secteur bâti, noircissement et salissure des façades, des pièces d'appuis, des encorbellements, infiltrations au niveau des toitures... Sans oublier les transformations anarchiques qu'effectue la population résidente : modifications des bâtiments d'origine avec des matériaux non traditionnels, installation des réseaux d'électricité et de téléphone sans préoccupation de l'environnement...

Pour Pierre Blondin, "d'ici 5 ans des sites encore debout vont se détériorer si une intervention d'urgence n'est pas prodiguée. D'où la nécessité de trouver des financements afin d'arrêter la progression du délabrement. Cela s'ajoutera à une organisation rapide et ciblée des structures communales et sociales capables de prendre en charge la conservation du patrimoine." La pionnière du projet, Fatima Boyer, renchérit : "Ce travail demandera sûrement beaucoup d'argent mais chacun doit y contribuer pour montrer à l'Unesco que ce projet est celui de toute la population de Ndzouani."

La médina de Mutsamudu peut être sauvée : selon les spécialistes, la structure urbaine originale est encore lisible et la typologie des constructions est conservée. Le point de non retour n'a pas été atteint et le potentiel existant permet d'envisager des interventions efficaces. A condition de réagir vite...

KAMAL ALI YAHOUA

SELON LES HISTORIENS, MUTSAMUDU DOIT SON NOM À UN PASTEUR indigène

nommé Msa Moudou (Moussa le Noir) qui, au 16ème siècle, gardait le cheptel bovin du sultan de Domoni, et qui découvrit une baie riche en pâturages et en eau. Un clan de la famille princière de Domoni en conflit avec d'autres factions de la ville décida un jour de quitter le sultanat pour rejoindre cette zone lointaine et riche.

Peu à peu une ville en pierre s'édifia et prit le nom de son aïeul, Ha-Msamoudou ("Chez Moussa le Noir"). Ses fondateurs développèrent des établissements pour contrôler la production de l'île et commercer avec les marchands de passage. Ils étaient les seuls à construire des habitations en pierres, pour des raisons de prestige mais aussi pour se mettre à l'abri des incendies. Ils se servaient d'une technique identique à celle utilisée sur la côte Est de l'Afrique, qui consistait à empiler des blocs de lave joints entre eux par la chaux vive produite à partir de coraux brûlés. Une couverture légère de plâtre ou de feuille de cocotiers tressés formait la toiture.

Vers 1600, Ha-Msamoudou connut un développement croissant : les Anglais choisirent sa baie pour faire relâche en saison sèche sur le trajet qui les menait en Inde. L'afflux des habitants de l'île, attirés par le commerce avec les étrangers, vint grossir la ville.

On dit aussi que c'est le Sultan S. Abdallah, ancien gouverneur de l'île, qui construisit un chemin de ronde ménagé entre les remparts et les maisons. Les portes de Hampanga, Mjimbali, Foucoula Mroni et Moïna Foucou M'titi, ouvertes dans les tours carrées qui s'appuient à la muraille fortifiée, donnaient accès à la medina. Le palais royal (Oujoumbé) bâti par ce sultan servit à ses successeurs qui y reçurent toutes les délégations étrangères au 19ème siècle. C'est ainsi que le commandant de la station navale française dans l'océan Indien, J. Romain-Desfossés, et le Sultan Salim y signèrent différents accords, dont celui de 1846, aux termes duquel la présence française à Maoré était reconnue.

La nouvelle ville devint de fait la capitale de l'île, remplaçant Domoni suite à une décision de sultan Ahmed. Afin de résister aux assaillants, elle fut entourée de remparts et couronnée d'une citadelle, plantée en évidence sur le rocher du Sinejou qui surplombe la ville. Un escalier de 280 marches descend du Sinéju et rejoint la ville.

KAY

# UNE FORTERESSE BAPTISÉE "MARKABU"

SES HABITANTS NOMMENT LA MEDINA "BATEAU". UN BATEAU OÙ LES ÉTRANGERS SONT PRIS AU PIÈGE...

IL FALLAIT AVOIR L'ESPRIT BELLIQUEUX OU ÊTRE FORTEMENT INSPIRÉ PAR LE FÉODALISME ARABO-MUSULMAN des sultans anjouanais pour bâtir un tel labyrinthe. Dans son Essai sur les Comores publié au milieu du 19ème siècle, le gouverneur français Gevray A. décrit Mutsamudu comme une fortification où l'étranger ne passe pas inaperçu, épié par des regards blottis dans des maisons dont rien ne laisse entrevoir une présence humaine. Avant lui, des aventuriers se sont faits piéger dans cette ville prison. Plus près de nous, les éléments les plus téméraires de l'armée comorienne ne s'y sont jamais hasardés, même à la recherche de leur plus farouche ennemi.

Il faut être un enfant de la médina pour connaître le secret de cette ville-labyrinthe. Les Mutsamudiens le savent, eux qui ont rebaptisé leur ville "Markabu" (le bateau). On y entre comme on descend dans une cale. Les maisons sont

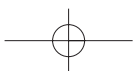
autant de cabines obscures qu'entrecoupent des ruelles mêlées, tels les boyaux d'un vaisseau. C'est dans ces dédales que l'armée comorienne débarquée sur Ndzouani pour déloger les insurgés "séparatistes" s'est cassée les dents. Une femme se rappelle de cette période et de ces bottes martelant la route qui encerclent la médina. "L'armée était dans la ville et nous dans la médina. A l'extérieur c'était le désert, dans le bateau c'était la vie. Pendant que nous nous préparions à résister, l'armée se sentait victorieuse d'une ville fantôme. Ils ignoraient que Mutsamudu a deux faces, l'extra-muros et l'intra-muros."

La médina est en fait une ville dans la ville. Mieux encore, deux villes superposées l'une sur l'autre. Car seuls les initiés savent qu'il y a une partie immergée. Une ville souterraine à laquelle on n'accède que de l'intérieur des maisons. Des anciens caveaux d'esclaves sans doute, des prisons sûrement où les sultans gardaient les insoumis et les auteurs

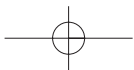
d'infractions. C'est quelque part dans ces caveaux aménagés que Foundi Ibrahim, le président autoproclamé de Ndzouani menacé d'assassinat par ses opposants, dirigeait l'île. En décembre 1998, en plein affrontement entre les deux factions rivales du mouvement séparatiste, la population de Mutsamudu s'y était terrée telle des taupes pour échapper aux obus lancés depuis Mirontsy qui venaient mourir sur les parois de pierres des maisons.

En nommant leur ville "le bateau", les Mutsamudiens n'ont pas seulement renoué avec une histoire tournée vers la mer. Ils ont trouvé le nom qui rend le mieux la réalité d'une ville bâtie pour défier les assauts de l'extérieur. A l'inverse de Domoni qui a érigé un rempart pour stopper les envahisseurs, Mutsamudu est une ville forteresse. Les maisons semblent alignées tout autour du périmètre comme autant de tours de Babel, séparées entre elles par des ruelles de moins d'un ou deux mètres.

KES







# EN AFRIQUE DU SUD, UNE NOUVELLE FORME D'APARTHEID

LES DISCRIMINATIONS NE SONT PAS MORTES AU PAYS DE NELSON MANDELA. PLUS DE DIX ANS APRÈS LA FIN DE L'APARTHEID, ELLES SE RETROUVENT DANS LA CONSTRUCTION DE GHETTOS.

**C'**ÉTAIT IL Y A QUELQUES SEMAINES, À LA MI-AOÛT.

Thabo Mbeki poussait un véritable coup de gueule contre une forme plus subtile certes, mais tout aussi pernicieuse, de l'apartheid. Il visait particulièrement ces cités exclusivement réservées aux riches... ou aux pauvres, qui poussent en Afrique du sud comme des champignons. L'appel du président sud-af demandait de mettre fin à la construction de ces "complexes" discriminatoire ; il mettait ainsi en garde contre "une pratique qui pourrait remettre en vigueur les distinctions de classe et de race de la période d'apartheid", analysait alors l'agence de presse Panapress.

PROCÉDANT À L'INAUGURATION D'UN PROJET de logement de Brickfields, dans le quartier culturel de Newtown à Johannesburg, le chef d'Etat sud-africain avait déploré la persistance d'un type de peuplement selon les races, le genre et la classe sociale, bien que le gouvernement ait éradiqué les lois d'apartheid. "Assurément, pour concrétiser les nobles idées contenues dans la Charte de la liberté, nous devons créer rapidement de nouvelles cités où nous sommes en mesure d'utiliser le logement pour intégrer nos



Thabo Mbeki, lors d'un sommet de l'Union africaine (archives).

communautés, afin que nous n'ayons plus des parties de nos villes réservées exclusivement aux riches et les autres aux pauvres. Nous devons mettre rapidement fin à cette situation", a souligné M. Mbeki. "Pour réussir dans cette tâche", a-t-il ajouté, "nous avons, entre autres, un défi urgent qui est de mettre un terme aux stratégies de construction de logements pour riches qui veillent à ce que les terrains les mieux placés qui

sont proches de l'ensemble des meilleurs services soient toujours disponibles pour les riches ; une situation où les meilleures terres sont allouées pour le développement d'ensembles résidentiels protégés et de parcours de golf, tandis que les pauvres ne peuvent avoir accès qu'aux terrains semi-développés poussiéreux éloignés des infrastructures modernes". Le successeur de Nelson Mandela a également accusé les hommes d'affaires

"EN ACCÉDANT AU POUVOIR EN AFRIQUE DU SUD À LA FIN DES ANNÉES 1940, LE PARTI NATIONAL AFRIKANAIR ÉTAIT PORTEUR D'UNE PLATE-FORME POLITIQUE DE PARACHEVEMENT DE L'EXCLUSION SPATIALE ET TERRITORIALE DES NOIRS COMMENCÉE DÈS LE XVIIÈME SIÈCLE PAR LES TOUT PREMIERS COLONS HOLLANDAIS. AUX FINS DE RÉALISATION DE CET OBJECTIF CONNU SOUS LE NOM D'APARTHEID, UNE DOUBLE STRATÉGIE DE CANTONNEMENT DE L'URBANISATION DES NOIRS ET DE CRÉATION CORRELATIVE DE PSEUDO-ÉTATS NOIRS VOUSÉS À L'"INDÉPENDANCE" FUT MISE AU POINT." JEAN-BAPTISTE ONANA, L'AMÉNAGEMENT URBAIN EN AFRIQUE DU SUD, L'HARMATTAN, 2000

peu scrupuleux d'être uniquement intéressés par le fait de gagner le plus d'argent possible, en exploitant le désir des populations d'avoir un toit. "J'ai compris que certains de ces criminels vont jusqu'à recourir au meurtre pour s'emparer des bâtiments afin d'extorquer de l'argent à notre peuple", a même accusé M. Mbeki.

IL A DÉPEINT LE NOUVEAU PROJET DE LOGEMENT de Brickfields comme "l'expression tangible de la façon dont le phénomène mondial des quartiers défavorisés en déclin des grandes villes peut, à travers une urbanisation durable, être transformé en des quartiers agréables, havres de paix et mieux lotis". Brickfields, un foyer créé pour l'industrie minière au 19ème siècle, était devenu en 1890 un bidonville multiculturel pour les immigrants venus d'Europe, de Chine, d'Inde ainsi que pour des Africains. Le bidonville était rapidement apparu comme un élément moteur de la lutte de libération sud-africaine avant d'être détruit en 1905, quand les Africains furent délogés de force. Le quartier était alors devenu un terrain vague.

AVEC PANAPRESS ET AFP

Lire sur ce sujet notre dossier, p.10

## LES SEYCHELLES : "BON ÉLÈVE"

Les îles Seychelles et la Libye ont atteint cette année les plus hauts Indices de développement humain de l'Afrique, dépassant de loin les puissances continentales telles que l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigeria, selon le dernier Rapport mondial sur le développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Selon ce document, les Seychelles sont le seul Etat africain dans le groupe des pays "à développement humain élevé" coiffé par la Norvège devant les pays tels que l'Islande, l'Australie, le Luxembourg, le Canada, la Suède, la Suisse, l'Irlande, la Belgique, les Etats-Unis, le Japon, la Hollande et la Finlande, occupant le 51ème rang sur une liste de 177 pays.

## Bulletin d'abonnement

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

### JE M'ABONNE À KASHKAZI POUR

6 MOIS..... SOIT

- Ngazidja : 10 000 fc  
- Ndzuani, Mwali : 10 000 fc  
- Maoré : 39 euros  
- Réunion et France : 73 euros  
- Ngazidja : 20 000 fc  
- Ndzuani, Mwali : 20 000 fc  
- Maoré : 78 euros  
- Réunion et France : 145 euros

1 AN..... SOIT

### JE RÈGLE MON ABONNEMENT (POUR MAORÉ, LIRE À DROITE)

PAR CHÈQUE, à l'ordre de BANGWE PRODUCTION

EN ESPÈCES, nous contacter au 73 17 70

PAR VIREMENT BANCAIRE, sur le compte n° 0000121033400164KMF

Envoyez ce bulletin à : Kashkazi, BP 53 II, Moroni, Union des Comores

### Aux lecteurs de Maoré

Vous êtes nombreux à nous demander comment s'abonner depuis Maoré. Voilà donc la marche à suivre :

- 1) Remplissez ce bulletin, ou écrivez vos coordonnées sur papier libre
- 2) Envoyez-le, accompagné du règlement, à l'adresse suivante : Kashkazi, 28, rue des Cent Villas, Mamoudzou
- 3) Concernant le règlement, trois possibilités : en espèces ; par chèque, à l'ordre de Rémi Carayol ; par virement bancaire, sur le compte n°00332001677

Pour tout renseignement, n'hésitez pas à nous poser des questions à : kashka2005@yahoo.fr

## MUGABE TOUJOURS PLUS LOIN

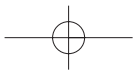
LE PRÉSIDENT ZIMBABWÉEN VIENT DE PROMULGUER UN AMENDEMENT VISANT À CONFISQUER LES PASSEPORTS DES OPPOSANTS.

LE PRÉSIDENT ZIMBABWÉEN ROBERT MUGABE A PROMULGUÉ la semaine dernière des amendements constitutionnels qui interdisent aux fermiers tout recours en justice contre l'expropriation de leurs terres, et permettent la confiscation des passeports des opposants au régime, a rapporté lundi la radio d'Etat. Selon cette radio, le chef de l'Etat a annoncé cette promulgation de la réforme constitutionnelle votée le 30 août par le Parlement à des étudiants zimbabwéens pendant sa visite actuelle à Cuba. Le ministre de la Justice, Patrick Chinamasa, avait récemment défendu la possibilité d'interdire de sortie du territoire à ceux qui vont "de par le monde avec un passeport zimbabwéen en réclamant une inva-

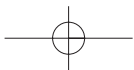
sion militaire du Zimbabwe ou l'adoption de sanctions officielles ou officieuses". La réforme constitutionnelle permet en outre à l'Etat de se saisir d'une exploitation agricole dès qu'elle a été désignée pour expropriation, empêchant tout recours en justice du propriétaire. Le gouvernement affirme que cela va lui permettre d'achever la réforme agraire, lancée en 2000 avec l'expropriation, pour redistribution à la majorité noire, de quelque 4.000 des 4.500 fermes appartenant à des blancs. Les amendements prévoient aussi la création d'une deuxième chambre parlementaire, un Sénat, qui selon les critiques va permettre à l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zanupf, au pouvoir) de renforcer son

influence. Le président Mugabe a précisé que les élections pour désigner les 50 membres du nouveau Sénat "auront lieu avant la fin de l'année", selon la radio. Cette chambre haute comptera aussi 16 membres non élus. A Cuba, Robert Mugabe a aussi défendu la campagne gouvernementale de démolition des bidonvilles qui de mai à fin juillet a jeté des centaines de milliers de personnes à la rue. "Il est déroutant de voir des détracteurs du Zimbabwe critiquer le programme humanitaire, alors que les mêmes détracteurs (...) n'ont rien fait pour protéger les vies de milliers d'Américains noirs qui ont péri dans l'ouragan Katrina", a-t-il déclaré, cité par la radio.

AVEC AFP ET PANAPRESS







# ONU : LES AFRICAINS ATTENDRONT

## LA RÉFORME DES NATIONS UNIES DEVRAIT DONNER VOIE AU CHAPITRE AUX PEUPLES DU SUD. MAIS ELLE SE FAIT DÉSIRER.

### La phrase

"Avant, personne ne pouvait s'approcher d'ici. Ils étaient soit abattus, soit capturés."

C'est ce qu'expliquait un policier égyptien lundi à un journaliste de AP, à proximité d'une ancienne colonie israélienne, alors que la bande de Gaza fêtait le départ d'Israël et de son armée. Des milliers de Palestiniens en liesse ont investi les implantations juives désertées de la Bande de Gaza et la frontière égyptienne, pour une fête chaotique impromptue célébrant la fin de 38 ans d'occupation. A peine les derniers soldats israéliens partis, des groupes de militants ont hissé les drapeaux palestiniens, tiré en l'air et incendié les synagogues abandonnées. Pour les familles séparées par la frontière entre le territoire palestinien et l'Égypte, c'est l'occasion de retrouvailles après des années passées sans se voir. Des milliers de Palestiniens ont franchi la frontière dans les deux sens depuis lundi. La clôture de sécurité a été trouée en plusieurs endroits et il suffisait d'enjamber un petit muret pour aller d'un côté à l'autre de Rafah, ville frontalière divisée en deux parties, l'une palestinienne et l'autre égyptienne.

Des femmes, des hommes et des enfants assis par terre, d'un côté ou de l'autre de la barrière autrefois infranchissable, ont tenté de rattraper le temps perdu.

L'Autorité palestinienne a cependant décidé de fermer la frontière à partir de minuit pour tenter de limiter la confusion qui règne depuis le début de la semaine.

A la même heure en Israël, entre colère, tristesse et soulagement, la presse affichait en une des photos du drapeau à l'étoile de David quittant Gaza. Et rappelait le bilan des morts israéliens du territoire en 38 années d'occupation: 193 soldats et 75 civils.

**L'**ÉCHEC, AU MOINS TEMPORAIRE, DE LA RÉFORME DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES a douché les espoirs de l'Afrique de pouvoir enfin faire véritablement entendre sa voix au sein de l'organisation internationale. "La réforme du Conseil de sécurité a vécu. Il y a beaucoup de perdants, l'Afrique est l'un d'entre eux", estime Tom Wheeler, de l'Institut sud-africain des affaires internationales, cité par l'AFP. Le secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, qui a exclu toute avancée sur l'élargissement du Conseil lors du sommet mondial qui devait s'ouvrir hier mercredi à New York, espère un accord "d'ici la fin de l'année". Mais il reconnaît aussi que le projet risque d'être reporté de "plusieurs années".

Principal organe de décision de l'Onu, le Conseil de sécurité compte quinze membres dont cinq permanents dotés du droit de veto (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie). Après des mois de discussions tumultueuses et parfois confuses, les membres de l'Union africaine (UA) ont refusé d'abandonner leur demande de deux sièges permanents avec droit de veto. Ce faisant, ils ont rendu impossible tout rapprochement avec le projet concurrent du G4 (Brésil, Allemagne, Inde et Japon), qui proposait six nouveaux sièges permanents sans droit de veto, dont deux africains.

"Nous devons négocier avec les autres groupes, à moins que notre objectif soit d'empêcher qu'une décision soit prise. Si cela devait arriver, l'Afrique y perdrait plus que n'impor-

te quelle région", avait mis en garde le président du Nigeria, également président de l'UA, Olusegun Obasanjo, lors du sommet d'Addis Abeba en août. Mais un groupe de pays mené par l'Algérie a considéré que le continent devait s'en tenir à ses revendications initiales et n'avait rien à gagner en s'associant à une initiative qu'il jugeait "condamnée d'avance".

Pour John Daniel, du Conseil de recherches en sciences humaines, interrogé par l'AFP, cet épisode a mis une nouvelle fois en lumière les limites d'une "position africaine" et démontré "qu'il y a plus de choses qui divisent le continent que de choses qui ne le rassemblent".

Nombre d'observateurs estiment qu'en choisissant de ne pas transiger sur le droit de veto, l'Afrique a manqué de pragmatisme et laissé passer une opportunité. Elle a demandé "plus que les membres des Nations unies ou le système onusien ne semble capable de donner", constate Greg Mills, de la Fondation Brenthurst, dans une dépêche de AP. "C'est une occasion manquée. Les Africains ont évidemment une responsabilité car ils ont mal joué tactiquement", a déclaré à l'AFP Adekeye Adebajo, du Centre pour la résolution des conflits. Officieusement, souligne-t-il, les exigences africaines sur le droit de veto ont longtemps été envisagées comme un levier de négociation, pas comme une fin en soi. "Ils n'ont rien gagné, mais ce n'est pas de leur fait, plutôt la résultante d'une dynamique globale qui leur échappe", considère Prince Mashele, de l'Institut des études sur la sécurité (ISS).



A. Bouteflika a continué à demander un droit de veto pour l'Afrique. PHOTO AFP

**LE NIGERIA, L'ÉGYPTÉ ET L'AFRIQUE DU SUD SONT LES PRINCIPAUX PRÉTENDANTS À L'OBTENTION D'UNE PLACE AU SEIN DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU, MAIS LE SÉNÉGAL, L'ALGÉRIE ET LE KENYA ONT ÉGALEMENT EXPRIMÉ LEUR INTÉRÊT.**

Ces désaccords sur la stratégie à suivre traduisent aussi les ambitions nationales, les susceptibilités et les rivalités de personne qui ont pesé sur les débats. Les candidats déclarés se sont plus ou moins directement lancés des piques, faisant resurgir de vieux débats sur la définition du pays le plus "africain", le plus "panafricain", voire, sujet plus sensible, "le plus noir". A défaut de résultats, certains pays du continent estiment que ce processus a permis à l'Afrique d'afficher ses revendications. "Notre combat est un combat moral car l'Afrique est marginalisée", explique Julius Onen, secrétaire général du ministère ougandais des Affaires étrangères. "Nous voulons notre place à la table. Peu importe le temps que cela prendra, c'est une exigence morale, de la même façon que nous avons exigé l'indépendance ou la fin de l'apartheid."

AVEC AFP, AP ET LINTELLIGENT.NET

**"NOTRE COMBAT EST UN COMBAT MORAL"**

J. ONEN

### EGYPTE

Seulement un électeur sur cinq ayant voté pour lui mercredi dernier, le président égyptien Hosni Mubarak voit sa victoire fragilisée. Si son score de 88,6 % s'apparente à un plébiscite, les analystes notent que moins de 20 % des 32 millions d'électeurs l'ont reconduit "Raïs" pour six ans, avec un faible taux officiel de participation de 23 %. Au pouvoir depuis 24 ans, M. Mubarak, 77 ans, un ex-général jugé garant de la paix civile en Égypte, et allié de l'Occident dans le monde arabe, avait accepté pour la première fois une compétition pluraliste.

### AFRIQUE

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis en exergue, à Addis Abeba où se tient un séminaire des ministres africains de l'éducation, "le rôle critique" de l'agriculture et "l'importance primordiale" de l'éducation pour le l'éradication de la pauvreté en milieu rural. "L'analphabétisme est un phénomène essentiellement rural qui torpille le développement rural et la sécurité alimentaire", a soutenu un expert en éducation de la FAO, Lavinia Gasperini.

m  
o  
n  
d  
e



**Agence Air Tanzania**  
**Bâtiment Ario,**  
**Moroni**

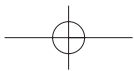
**Tel. : 73 31 44**  
**73 31 47**  
**Fax : 73 07 19**

## Chaque semaine

**Lundi : Moroni → Dar es Salaam**  
13 h 05 14 h 20

**Mercredi : Moroni → Dar es Salaam**  
13 h 05 14 h 20

**Samedi : Moroni → Dar es Salaam**  
13 h 05 14 h 20





en direct de la L1

## FOOT - FRANCE DES PROMUS ÉTONNANTS

**A**vrai dire, on ne les attendait pas à pareille fête. Pourtant, deux des trois promus, Le Mans et Troyes, font beaucoup parler d'eux depuis le début du championnat. Et pour cause, le premier, qui avait fait un petit tour et puis s'en va voilà deux ans en Ligue 1, est aujourd'hui 4ème d'un championnat dans lequel il n'a perdu qu'un match (pour trois victoires et deux nuls), après s'être imposé samedi à Toulouse. Le second n'est que neuvième, mais à deux petits points : les Troyens eux aussi n'ont perdu qu'un match ; ils ont battu Nantes samedi. Surtout, c'est la qualité de leur jeu qui étonne. Le mérite revient en grande partie aux deux entraîneurs, Jean-Marc Furlan pour Troyes, Frédéric Hantz pour Le Mans : jeunes, quasi novices dans le monde pro, mais aux conceptions footballistiques bien arrêtées et plutôt attrayantes, ils intéressent déjà les clubs plus huppés. Mais si la mayonnaise a pris, c'est aussi parce que les joueurs talentueux ne manquent pas dans ces équipes. Au Mans, l'attaquant De Melo, les milieux Hautcoeur et Romaric, et l'ensemble de la défense. A Troyes, le meneur de jeu Danic, l'attaquant Grax, le défenseur Kouassi... Jusqu'où iront-ils ? Difficile à dire dans ce championnat un peu fou. Mais une chose est sûre : les clubs arrivant de Ligue 2 pratiquent un jeu bien plus alléchant que nombre d'équipes de Ligue 1. Inquiétant ?

**Les résultats :** OL-Monaco : 2-1 ; PSG-Strasbourg : 1-0 ; Toulouse-Le Mans : 0-2 ; Troyes-Nantes : 1-0 ; Nice-St Etienne : 0-1 ; Ajaccio-Nancy : 1-0 ; Rennes-Auxerre : 3-1 ; Metz-Lille : 0-2 ; Lens-Bordeaux : 1-1 ; Sochaux-OM : 0-1.

## FOOT - MAORE SADA SI PRÈS DE L'EXPLOIT

Pour une première, c'est une belle réussite. Si l'AS Sada ne l'a pas emporté dimanche dernier lors de la finale de la coupe des Dom-Tom à Paris, le champion de Maoré a fait bonne figure dans la "messe" du football ultramarin en France.

Après avoir éliminé La Tamponnaise (le champion de la Réunion) en juin dernier, l'AS Sada était parti à Paris avec la réputation du "petit nouveau" de l'épreuve. Une étiquette qui n'a pas empêché les jaunes d'éliminer en demi-finales le champion de la Nouvelle-Calédonie, l'AS Magenta, sur le score de 3-2. De quoi satisfaire des dirigeants qui n'en attendaient pas tant. L'histoire aurait pu finir en

apothéose si le club guyanais de Kourou n'avait pas marqué le but de la victoire en finale dans les dernières secondes -alors que la défense de Sada semblait quelque peu passive sur l'action. Malgré cet échec, les membres du club ont exprimé leur satisfaction. Pour une équipe qui était loin d'être donnée gagnante ne serait-ce que pour le titre mahorais, c'est déjà pas si mal.

## UNION. LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE FOOTBALL A ADMIS EN SON SEIN LUNDI DERNIER LES COMORES. UNE ÉTAPE IMPORTANTE POUR LE PAYS.

# LES COMORES REJOIGNENT LA FIFA

**C'**est avec le dossard numéro 207 que les Comores ont enfin pu entrer dans l'un des organes les plus puissants au monde, lundi 12 septembre 2005. Certes, ce n'est pas l'Onu ou l'Organisation mondiale du commerce, mais la Fédération internationale de football association (Fifa) représente un poids lourd des instances mondiales, eu égard aux enjeux financiers qu'elle chapote, et au nombre de personnes dans le monde qu'elle concerne. Un an après la Nouvelle-Calédonie, admise en 2004 lors du Congrès de Paris, les Comores (ainsi que le Timor oriental) rejoignent donc une multitude de fédérations, en qualité de 207ème membre.

"Le football est le sport roi aux Comores", avait déclaré Salim Tourki, président de la Fédération comorienne avant l'officialisation de cette intégration. "L'admission à la Fifa sera un événement au pays, car si le niveau du football ne décolle pas, c'est uniquement en raison du manque d'infrastructures. Nos athlètes sont remarquables mais sans structures, comment s'exprimer ?" avait-il ajouté. Née en 1979, la Fédération a dans un premier temps fonctionné sous la tutelle du Ministère de la Jeunesse et des Sports, avant de former un comité directeur en 1984. Aujourd'hui, les Comores comptent trois divisions,



dans lesquelles fonctionne un système de descente et de montée. La première division est elle-même composée de trois ensembles : l'île de Ngazidja compte une ligue de 14 clubs, celle de Ndzouani 12 et celle de Mwali 8. En fin de saison, chacun des trois vainqueurs se retrouve dans une triangulaire qui décide du titre de champion des Comores.

Mais la fédération pâtit de problèmes financiers. Sans moyens, organiser une compétition dans l'archipel relève du challenge, rappelle d'ailleurs le communiqué de la Fifa. "Quand on a

créé la Coupe des Comores", explique Tourki, "je n'avais pas les moyens de payer l'avion aux équipes. J'ai fait venir tout le monde par bateau, en espérant que les recettes couvriraient les frais. J'y ai été de ma poche." Avec son entrée à la Caf (Confédération africaine de football) en 2003 et maintenant à la Fifa, le football comorien espère ainsi se relancer. Premier défi : la construction d'un stade international susceptible d'accueillir des grands matches. Le stade Baumer de Moroni, est en effet indigne d'un match international. C'est en tout cas l'analyse de Jean-Michel Bénézet, envoyé spécial de la Fifa aux Comores. "Le stade de Moroni ne peut convenir. Trop vétuste,

**Le 31 août dernier, lors de la finale de la Coupe des Comores, qui opposait Volcan (Ngazidja) à Chirazinienne de Ouani (Ndzouani), au stade Baumer de Moroni.**

bloqué entre des bâtiments privés et des dépôts d'hydrocarbures, il ne peut faire l'objet d'une simple rénovation. Pour satisfaire au minimum requis par les standards, j'ai préconisé le terrain de Chamlé".

Un avis partagé par Tourki, heureux que les bonnes fêtes du football mondial se penchent sur le cas des Comores et lui donnent un coup de pouce attendu. "La Caf ne nous a pas encore beaucoup aidés, ni même visités. Or, je voudrais que la famille africaine ne nous oublie pas, car nous sommes comme un enfant qui vient de naître. On a besoin d'aller à l'école pour apprendre. Mais l'appui de la Fifa sera décisif", a-t-il déclaré à l'occasion de cette intronisation.

Car comme l'indique un communiqué de la Fifa, "il n'est pas déraisonnable de penser que, pour les Comores comme pour le Timor, l'entrée à la Fifa soit une étape importante de leur jeune histoire. Comme reconnaissance sur le plan international, en premier lieu. Sur un plan financier, ensuite, dans la mesure où ces pays peuvent désormais faire acte de candidature (...) à l'assistance financière et aux programmes de développement de la Fifa et se doter ainsi d'infrastructures durables". Du point de vue symbolique, enfin, il s'agit bien, comme le rappelait le président Joseph Sepp Blatter, "de donner un peu d'espoir et de bonheur à une jeunesse qui a besoin de croire en l'avenir".

RC

## CENTRE DE FROID

**Climatisation**  
(chambres et voitures)

**Installation,  
réparation**

**Chambres froides**

**Frigos,  
congélateurs,  
micro-ondes**  
et autres accessoires électroniques

Sans Fil, à côté de  
l'antenne Multimediakom

Tel. : 33.90.10  
ou 33.69.56

e.mail : mourchida@yahoo.fr

## Kashkazi en ligne !

Vous habitez Marseille, New York, Majunga ou St-Denis de la Réunion et vous souhaitez recevoir *Kashkazi* en temps réel ? Vous vivez à Moroni, Mustamudu, Mamoudzou ou Fomboni et vous désirez être sûr de trouver *Kashkazi* à votre bureau le jeudi matin ? C'est désormais possible !

Nous vous proposons un abonnement en ligne au journal, qui arrive dans votre boîte e-mail tel qu'il est imprimé (la même maquette, les mêmes articles, les mêmes photos, les mêmes publicités), en format PDF, ce dès le jeudi matin, avant 7 heures.

Un clic, et les 20 pages de l'hebdomadaire de l'archipel des Comores s'affichent sur votre écran. Vous n'avez alors plus qu'à imprimer ou à lire sur votre ordinateur.

### TARIFS :

**6 mois : 10 000 fc (Union des Comores)**

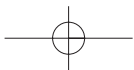
**30 euros (Maoré, France, reste du monde)**

**1 an : 20 000 fc (Union des Comores)**

**60 euros (Maoré, France, reste du monde)**

Pour vous abonner en ligne, il vous suffit de nous envoyer un mail à [kashka2005@yahoo.fr](mailto:kashka2005@yahoo.fr), et de nous préciser l'adresse Internet où envoyer le journal et votre moyen de paiement (lire bulletin d'abonnement en page 14).





## Utamâ duniya (par Soeuf Elbadawi) Nos artistes sont des charlots

ON TROUVE QUE J'ENTRETIENS trop de respect à l'égard de l'art dans cette chronique et pas assez pour le public chéri. Un ami artiste m'a lu et trouve même que je dénigre un peu trop ce public. "Culpabiliser les gens n'est jamais bon" m'a-t-il affirmé. Alors que la faute, si faute il y a dans cette histoire, incombe à l'Etat qui manque d'une politique bien élaborée sur la question et de moyens adéquats. Vaste débat dans lequel nos artistes essaient toujours d'avoir le beau rôle, en démontrant que c'est la faute aux seuls politiciens. Un peu comme lorsqu'un paysan vous explique son absence aux champs par le fait qu'Azali ne le réveille pas assez tôt le matin.

D'accord ! L'Etat, qu'il se nomme *mdjidjengo* ou *union*,

a probablement un rôle à jouer dans le puzzle ! Mais il serait faux de vouloir croire qu'avec un peu plus d'argent et un ministre plus amène, les choses iraient mieux forcément sur la scène culturelle. Car ce n'est pas seulement d'argent et de politique que l'artiste a besoin ici. Expliquer l'absence d'une dynamique audacieuse de la part de nos créateurs par ce seul biais serait un peu court.

CAR SI NOS ARTISTES S'INQUIÈTENT de l'abrutissement du public, se plaignent de l'inexistence d'un soutien de la part de l'Autorité nationale ou insulaire, s'ils insistent lourdement sur l'inculture manifeste de nos hommes d'affaires, c'est aussi parce qu'ils n'osent pas avouer leur

incapacité à produire du sens. L'artiste comorien ne propose que du folklore à son concitoyen. Ce qui n'est pas de nature à nous émerveiller. L'artiste comorien agit souvent comme le fantôme de la fable. Il fait plus de peur que de mal. A du poil dans la main et se justifie plus facilement en pointant du doigt sur autrui.

*Narirongowe zikwelu !* Perché sur son rocher, incapable de se remettre en cause, l'artiste comorien produit une œuvre sans profondeur aucune / une œuvre qui ne tient que moyennement compte de ce qui se passe ailleurs dans le monde ! Si désert culturel il y a dans ce pays, c'est aussi de sa faute, à lui. Pour n'avoir surtout pas su convaincre sur son rôle dans une société en crise.

### TROIS COMÉDIENS LANCENT LE THÉÂTRE NATIONAL DES COMORES.

# LES PIONNIERS DU "THÉÂTRE NATIONAL"

**D**EVENIR UN PÔLE D'ACTION ARTISTIQUE NATIONAL ET INTERNATIONAL : c'est l'objectif du Théâtre national des Comores, fondé en juin par trois jeunes comédiens. Le baptême de la troupe a eu lieu le 2 juillet au Palais du peuple de Moroni, où Mounir Hamada Hamza, Soumette Ahmed Said Ali, Sultan Faissoil, rejoints par Abdallah Mohamed Abdou, ont joué la pièce "Qui sommes nous ?" pour le 30e anniversaire de l'Indépendance. Une entrée en matière qui correspond à leur volonté : donner au théâtre comorien une structure de référence, un espace de travail et d'échanges au niveau national. "Il ne faut plus qu'on soit là, à attendre qu'on nous appelle et qu'on nous donne un cachet pour telle ou telle manifestation", explique Soumette Ahmed. "Et que les gens s'adressent à telle personne par qu'ils la connaissent, ou bien à l'Alliance franco-comorienne. Il faut monter un répertoire, proposer quelque chose d'organisé."

**POUR LES FONDATEURS DU PROJET,** BASÉS tous les trois à Moroni et flanqués d'un technicien, la première étape consiste à recruter de "bons éléments" sur chacune des îles. Une semaine de stage sera ainsi animée par Soumette Ahmed et Sultan Faissoil du 23 au 29 septembre, à l'Alliance franco-comorienne de Mutsamudu (Ndzuanu). Dix participants auront été sélectionnés auparavant par l'Alliance parmi les troupes de l'île. A l'issue de la formation, l'un d'entre eux sera retenu pour faire partie de la troupe nationale. La même opération devrait être organisée plus tard à Mwali. "Ce stage de formation est atypique et procède d'avantage de l'échange, du partage et de l'écoute entre les artistes des îles", souligne Soumette Ahmed. "Il va permettre aux comédiens d'avoir un même clin d'œil pour les années à venir. Ainsi naîtront des relations théâtrales entre les différentes îles des Comores."

La formation sera axée sur l'exploration du corps, le travail sur les marionnettes, l'improvisation, la jonglerie et les mouvements chorégraphiques. "J'ai eu la chance de suivre une formation d'un mois à Madagascar et je veux partager ce que j'ai appris" indique le comédien, qui a également participé à des stages au Centre dramatique de l'Océan Indien, à la Réunion. "Quand je me suis rendu à Anjouan pour prépa-



rer nos représentations là-bas, j'ai participé aux répétitions de trois troupes différentes. Je me suis aperçu qu'ils ont besoin de nous pour faire évoluer notamment le travail du son et les mouvements sur scène. Il faut privilégier les rencontres pour avancer."

**LA PIÈCE "QUI SOMMES NOUS ?" SERA JOUÉE** à Moroni le 21 septembre pour financer une partie des frais de la formation. Soumette Ahmed, qui a choisi de faire des études d'informatique à l'Université "parce que j'étais convaincu que ça peut servir dans le théâtre", essaie de lancer la machine avec les moyens du bord. "J'ai pu faire le logo, m'occuper de la communication... ça diminue les charges", explique-t-il. Outre la participation de l'Alliance -principal soutien du théâtre comorien- la troupe a reçu une aide du Commissariat national à la jeunesse, chargé des questions relatives à la culture. Pour qu'elle n'ait pas de national que le nom, il reste cependant à formaliser les conditions du soutien de l'Etat à la structure. "Ils nous ont dit qu'ils étaient d'accord sur le principe mais qu'ils ne savent pas comment ça se passe", affirme le comédien. "Il faut qu'on se renseigne sur le statut des troupes nationales, et un décret doit être publié. Ils ne nous prendront pas en charge entièrement mais nous devons signer une convention." Un travail de pionniers, indispensable selon Soumette pour "donner une valeur au théâtre". "C'est important si on veut faire quelque chose de bon, qui puisse être présenté à l'extérieur du pays."

LISA GIACHINO

### Qui sommes nous ?

**ÉCRITE PAR MOUNIR HAMADA HAMZA,** mise en scène par Soumette Ahmed Said Ali, la pièce est un écho aux 30 années d'indépendance aux Comores. Des inconnus se rencontrent dans un lieu étrange. Ils cherchent à se connaître et à savoir d'où ils viennent, qui ils sont... chaque personnage représente l'une des îles de l'archipel.

**Représentations :** le 21 septembre à 20 h à l'Alliance de Moroni (entrée 500 fc). Le 30 septembre à l'Alliance de Mutsamudu, le 1er octobre à Domoni, le 2 octobre à Wani. A Ndzuanu, la pièce sera précédée d'une création montée avec les stagiaires et d'un spectacle d'humour et de jonglerie de Soumette Ahmed, intitulé "Pas de panique !"

### DU JAZZ À MAORÉ

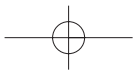
Le premier Maoré Jazz, organisé par le Service culturel de la collectivité, s'est ouvert mardi soir au foyer des jeunes de Passamaïnty. Le groupe sud-africain McKenzie, ce qui se fait de mieux au Cap actuellement selon les organisateurs, a ouvert le bal de ce festival inattendu, en plongeant le public dans un univers très africain ; il avait été devancé auparavant par la formation orientale Shezar, aux sonorités syriennes, norvégiennes, françaises... Ce dimanche soir (à 21 h), le festival se poursuit (et se finit) avec deux autres groupes : Meddy Gerville and friends, en provenance de la Réunion (et avec de nombreux invités dont le bassiste Dominique Di Piazza et le batteur Horacio Hernandez) ; et Jazzylang, le quatuor local formé de Yann Busnel, Seth Ratandra, Oscar Edimo et Cyril Bellmunt.

### DRÔLE D'ÉCOLE

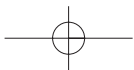
La troupe de Ngazidja a présenté vendredi dernier à l'Alliance franco-comorienne de Moroni la pièce "L'école de Bangano" de Mohamed Tohiri. Le directeur de l'école reçoit en entretien les candidats à l'entrée dans son établissement : une mère de famille obsédée par l'anda de sa fille, une jeune femme jalouse, un homme politique véreux... A la clé : des cours de disputes avec injures, de trahison ou encore d'impudeur, dispensés par des professeurs "hautement compétents" contre de l'argent sonnante et trébuchant...

### FESTIVAL LUNAIRE

Le Festival des îles de la Lune se tient ce week-end à Mitsamihuli, au nord de Ngazidja







Houmadi Mohamed, l'un des producteurs de pomme de terre : "Le défi était de démontrer que la pomme de terre peut pousser à grande échelle loin des cultures sous serre à Mayotte."

## HAMJAGO VOIT DOUBLE

Hamjago, capitale culturelle de Maoré ? Pas impossible. Après le festival "100% pur jus", le deuxième du nom, organisé fin juillet par Big (avec Wanamah, mais sans Magic System pourtant annoncé), le terrain de foot de ce petit village situé au nord de l'île reçoit un second événement de taille ce week-end : le festival "Utamaduni vibration reggae". Organisé par l'association M'jagou vibration culture menée notamment par le chanteur Babadi, ce festival reçoit, excusez du peu, Alpha Blondy ce samedi, pour une soirée reggae exceptionnelle -aux côtés de Babadi et Bob Dahilou. La veille, ils auront été devancés sur scène par le chanteur qui ne mâche pas ses mots, Mawana Slim, ainsi que Lathéral, Patrick et Franck, Cadence Mahoraise, Karibu, Combo et Horizon (entrée : 5 et 10 euros). En deux ans, les habitants d'Hamjago auront pu apprécier les deux stars actuelles du reggae africain : Tiken Jah Fakoly en 2004, et donc Alpha Blondy cette année. Pas mal pour ce village de 1.000 habitants.

## RÉFORMES À MITSAMIHULI

Les villageois du Mitsamihuli, au nord de Ngazidja, ont adopté dimanche une réforme des cérémonies funéraires et de mariage fixée par un procès verbal. Une démarche visant à réduire le gaspillage, commune à de nombreuses localités de l'île.

# LA POMME JUSTINE A BIEN PRIS SUR LE SOL DE VAHIBÉ

**C'EST UNE PREMIÈRE : UNE TONNE DE POMMES DE TERRE A ÉTÉ RAMASSÉE À MAORÉ. REPORTAGE AU CENTRE DE L'ÎLE, SUR LES HAUTEURS DE VAHIBÉ.**

**"C'EST UN SUCCÈS !", S'EXCLAME ALI AMBODY,** président de l'Association pour le développement et la vulgarisation agricole. L'homme est heureux, il vient de déterrer la première pomme de terre ayant germé du sol mahorais. La scène se passe à Vahibé, au centre de Maoré, au milieu d'une parcelle de 1000 m<sup>2</sup>. Après 90 jours d'attente, le résultat est là. Des pommes de terre made in Maoré, c'est maintenant une réalité. Les premiers tubercules sortent de terre. Une variété baptisée Justine venue tout droit de la Bretagne -en France-, s'est bien acclimatée au sol mahorais. La chose n'était pas acquise d'entrée de jeu, il fallait faire avec les principaux ennemis de la pomme de terre : "Les mineuses, les pucerons, le mildiou et le flétrissement bactérien", explique un technicien agricole présent lors de la grande récolte.

Jusqu'à présent réservée à la culture de salade et de tomates, la parcelle de Houmadi Mohamed s'avère tout aussi fertile pour les tubercules. "La récolte s'est très bien passée pour une première, elle a dépassé toutes nos espérances", explique Ali Ambody. Cette récolte est aussi source de joie

pour l'agriculteur Houmadi Mohamed, propriétaire de la parcelle sur laquelle les techniciens agricoles de l'Adva (Association pour le développement et la vulgarisation agricole) avaient beaucoup misé. Après les expérimentations effectuées à la station de Dembéni par le CIRAD (Centre international de recherche et de développement), "le défi était de démontrer que la pomme de terre peut pousser à grande échelle loin des cultures sous serre à Mayotte". D'après ces recherches, "les résultats sont très encourageants et méritent une vulgarisation chez les agriculteurs". Suivant la variété et la saison, la récolte intervient 80 à 100 jours après plantation.

**"C'EST UN SUCCÈS ! LA RÉCOLTE A DÉPASSÉ TOUTES NOS ESPÉRANCES"**

**ALI AMBODY.**

Signe de maturité : mort de la partie aérienne. Rendement : "D'après le test qui a été fait à la station de Dembéni en 2002, les résultats ont été de 11 à 13 tonnes par hectare pour les deux variétés, Justine et Elodie."

Jusqu'à présent, la banane et le manioc constituaient les principaux féculents cultivés dans l'île. Mais à quelques mois du Ramadan et avec les crises liées à la maladie de la banane -notamment la cercosporiose-, l'idée d'une autre culture peut paraître urgente. Aujourd'hui les agriculteurs aidés par

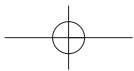


Près d'une tonne de tubercules a été récolté samedi dernier.

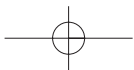
**A MAORE, POUR AVOIR UNE TUBÉRISATION, LA POMME DE TERRE NE PEUT ÊTRE CULTIVÉE QUE PENDANT LA SAISON FRAÎCHE AVEC LES PLANTATIONS ÉTALÉES DE MAI À JUILLET. LES POSTES CLÉS SONT LA QUALITÉ DES SEMENCES, LA PRÉPARATION DU SOL, L'IRRIGATION ET LA PROTECTION PHYTOSANITAIRE.**

l'Adva ont "voulu relever un défi, celui de faire de la production de pommes de terre en dépit des critiques des jaloux. Beaucoup de gens raillaient notre démarche, nous disant que jamais on ne réussirait à faire germer ne serait-ce qu'un pied de pomme de terre. Aujourd'hui, nous leur faisons la démonstration que ça marche", explique fièrement Ali Ambody, tout sourire. "On a planté 200 kilos de graines sur cette parcelle, et nous sommes en train de récolter près d'une tonne de pomme de terre."

LE LIEU PEUT SEMBLER BANAL, une vaste parcelle bordée d'une clôture de bois, au milieu de la forêt de Vahibé, non loin du village de Combani. Quinze autres parcelles de l'île ont été plantées de graines de pomme de terre, "on peut juste regretter les quatre qui n'ont pas réussi" -sur ces champs, ce sont les espèces appelées Désirée et Elodie qui n'ont pas marché. "C'est le seul bémol à l'aventure dans laquelle on est engagés." Justine est manifestement la race qui a le mieux marché, une nouvelle qui "sera relayée auprès de tous les agriculteurs pour qu'ils en plantent", annonce Ali Ambody, selon lequel "la pomme de terre est un produit très consommé à Mayotte. Elle est entièrement importée des îles voisi- ● ● ●







... nes qui ont un climat similaire à celui de notre île. Il apparaît donc nécessaire et urgent de franchir le pas de la plantation grande nature de cette culture dont la demande ne fait aucun doute." C'est une initiative paysanne, d'ailleurs, "on projette de doubler la superficie de production dès l'année prochaine" poursuit Ali Ambody. Mais la culture locale de la pomme de terre coûte cher. Les agriculteurs achètent la semence à 0,40 centimes d'euros (environ 200 fc) auprès de l'Adva ; "c'est une somme modique", explique Arlette Hamada, la directrice adjointe de l'Adva, "car l'association les commande pour 1,40 euro (près de 700 fc, ndlr) à des fournisseurs bretons en France. Pour les faire venir dans l'île, il faut déboursier 3.310 euros (1,6 million fc, ndlr)". Mais "pour cela, nous recevons l'aide du Conseil général", ajoute Arlette Hamada. "Les commandes doivent être lancées très tôt dans l'année, car les semences doivent arriver vers mars-avril".

Seul regret, "l'Adva ne dispose pas de chambre froide pour stocker la collecte de pomme de terre", tempère la directrice adjointe. Mais une demande de subvention a été lancée, ajoute-t-elle.

Près d'une tonne de pommes de terre a été récoltée ce samedi matin (9 septembre). Les Mahorais retrouveront sans doute bientôt ces pommes de terre pays sur tous les étals des marchands.

NASSUF DJAILANI

## Un véritable protocole

**DES SEMENCES DE POMMES DE TERRE** (2.000 kg dont 1.900 kg de variété Elodie et 100 kg de Justine) en provenance de la France sont arrivées à Maoré le 22 mai 2005. Elles ont été distribuées aux agriculteurs sélectionnés pour leur disponibilité et leurs possibilités d'irrigation, importante dans la culture de la pomme de terre. Le travail de terrain sera supervisé par l'Adva avec un appui du Cirad pour la formation des animateurs et les visites de terrain.

L'agriculteur s'engage à apporter l'engrais et les pesticides nécessaires, à effectuer la préparation du sol, à irriguer régulièrement la culture, et à réaliser les travaux de désherbage, de buttage et de récolte selon l'itinéraire technique proposé.

Des visites seront effectuées tous les 15 jours par les animateurs de l'Adva (réalisations des observations, suivi de l'état sanitaire). Trois parcelles (nord, sud, centre) seront ensuite choisies pour un suivi régulier par les animateurs. Les notations porteront sur la durée du cycle, les dates des opérations culturales, le développement végétatif, l'état sanitaire de la culture, le poids total des tubercules récoltés, le poids des écarts de tirage, les calibres des tubercules récoltés, les temps de travaux.

## Ça bouge à... M'beni, avec les jeunes bibliothécaires

Ils ont 15 et 16 ans et adorent lire. Al-Antoïssi Saïd Ismael et Mohamed Ghalib Mohamed Toyb font partie des jeunes de M'beni -un gros bourg du nord de Ngazidja- qui passent leurs après-midi de vacances dans la bibliothèque associative de leur village, pour "donner aux petits enfants des livres, enregistrer les dates de retour, arranger les livres"... Qui a dit que les adolescents n'aimaient pas lire ? "L'avantage ici c'est qu'on peut ouvrir un

livre quand on veut", expliquent-ils. "On a beaucoup de choses à connaître." Les deux garçons étaient autrefois de simples lecteurs. "On s'est améliorés jusqu'à prendre cette responsabilité cette année. On juge que c'est nécessaire de surveiller nos petits frères. On est prêts à aider pour tout ce qui concerne l'enseignement." Parmi leurs tâches : tenir soigneusement les registres de prêt. "Chaque mois, on calcule. Nos statistiques sont vérifiées à la

Francophonie, à Paris, qui nous envoie des livres."

Outre la gestion du Centre de lecture et d'animation culturelle, l'Association pour le progrès de l'éducation et de la culture de M'beni organise des cours de soutien pour les futurs candidats au Bac. Dès le mois d'août, des groupes d'élèves suivent les leçons d'Arabe, Français, Maths ou Anglais donnés par des bénévoles. De quoi réussir leur entrée en terminale...

# DEMBÉNI EXPÉRIMENTE LA DÉMOCRATIE LOCALE

LES HABITANTS DE CE GROS VILLAGE DU SUD DE NGAZIDJA ONT ORGANISÉ ET FINANCÉ LEURS PREMIÈRES ÉLECTIONS MUNICIPALES.



"**T**U AS VOTÉ ?" LA QUESTION A LAISSÉ PENAUD cet intellectuel revenu au village dimanche dernier pour assister au mariage d'un ami. "Pas de problème, tu peux aller t'inscrire sur les listes additives" poursuit son interlocuteur avec décontraction. Il est vrai que l'ambiance est plutôt celle d'une journée de fête que de scrutin. Pas d'affiches de candidats, pas d'attroupements devant les bureaux de vote... La seule animation remarquable est celle de ces femmes chantant l'union entre deux nouveaux époux.

On vote pourtant depuis 7 heures pour départager trois listes : celle conduite par Mohamed Mourid, professeur à l'École de santé, celle de Hassane Mohamed, Inspecteur du trésor, et enfin celle de Saïd Omar Saïd Hachim, ancien secrétaire du lycée et doyen des trois têtes de liste. Dans le bureau n°2 du quartier Pareni à l'entrée du village, seuls 60 électeurs sur les 224 inscrits avaient voté à 12h15. Mais pas de quoi inquiéter le président de Pareni II et

**LE FINANCEMENT EST ASSURÉ PAR LA POPULATION : POUR UN BUDGET ESTIMATIF DE 800.000 FC (1.600 EUROS), UNE CAUTION DE 5.000 FC (10 EUROS) A ÉTÉ DEMANDÉE À CHAQUE CANDIDAT, LE COMPLÉMENT ÉTANT PRIS EN CHARGE PAR LE VILLAGE. FAUTE DE POUVOIR ORGANISER DES ÉLECTIONS COMMUNALES SUR TOUT LE TERRITOIRE, LE GOUVERNEMENT A INCITÉ LES VILLAGES À CRÉER LES MUNICIPALITÉS POUR S'HABITUER À LA GESTION DÉCENTRALISÉE.**

ses quatre jeunes assesseurs qui discutent tranquillement en avalant un sandwich : finalement, 1426 électeurs sur les 1800 et quelques du village iront voter. Dehors, ce n'est pas tout à fait la même quiétude. Djoumoi Saïd Abdallah, le président de la Commission électorale chargée de veiller au bon déroulement du scrutin, en est à sa énième tournée. Deux hommes l'accompagnent. L'un est chargé d'approvisionner les bureaux en bulletins de vote. L'autre distribue des sandwiches aux équipes mobilisées pour les opérations électorales. "C'est vraiment bien !" remarque un observateur visiblement surpris devant une telle organisation pour ce premier scrutin, entièrement géré par la communauté villageoise.

"Nous n'avons fait qu'appliquer la loi communale", tempère le président de la commission électorale. Celle-ci prévoit 24 conseillers pour les villages de plus de 3.000 électeurs. Avec ses 1.800 votants (pour 3.546 habitants), Dembéni a conservé ce chiffre. Pour ce scrutin, la loi

autorise le vote des électeurs à partir de 15 ans, contrairement aux élections nationales où il faut être âgé de 18 ans révolus. Mais le secret de la réussite de cette première élection municipale du Sud tient surtout au travail d'une commission des sages qui a assuré la cohésion de la communauté autour d'une charte communale et d'un règlement intérieur inspiré du Code électoral. "C'est cette commission qui a joué le rôle du président de l'île et convoqué le collège électoral", souligne Djoumoi Saïd.

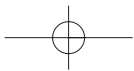
Résultat des courses : la liste "Force nouvelle" de Hassane Mohamed arrive en tête avec 13 conseillers, devant Mohamed Mourid (8) et Saïd Omar (3). La liste de M. Mourid a cependant remporté le plus grand nombre de voix : 545 contre 489 pour Force nouvelle. Mais avec le décompte par zone, c'est le nombre de bureaux remportés, et non le nombre total de voix, qui est pris en compte. Les conseillers doivent à présent choisir leur maire.

KAMAL'EDDINE SAINDOU

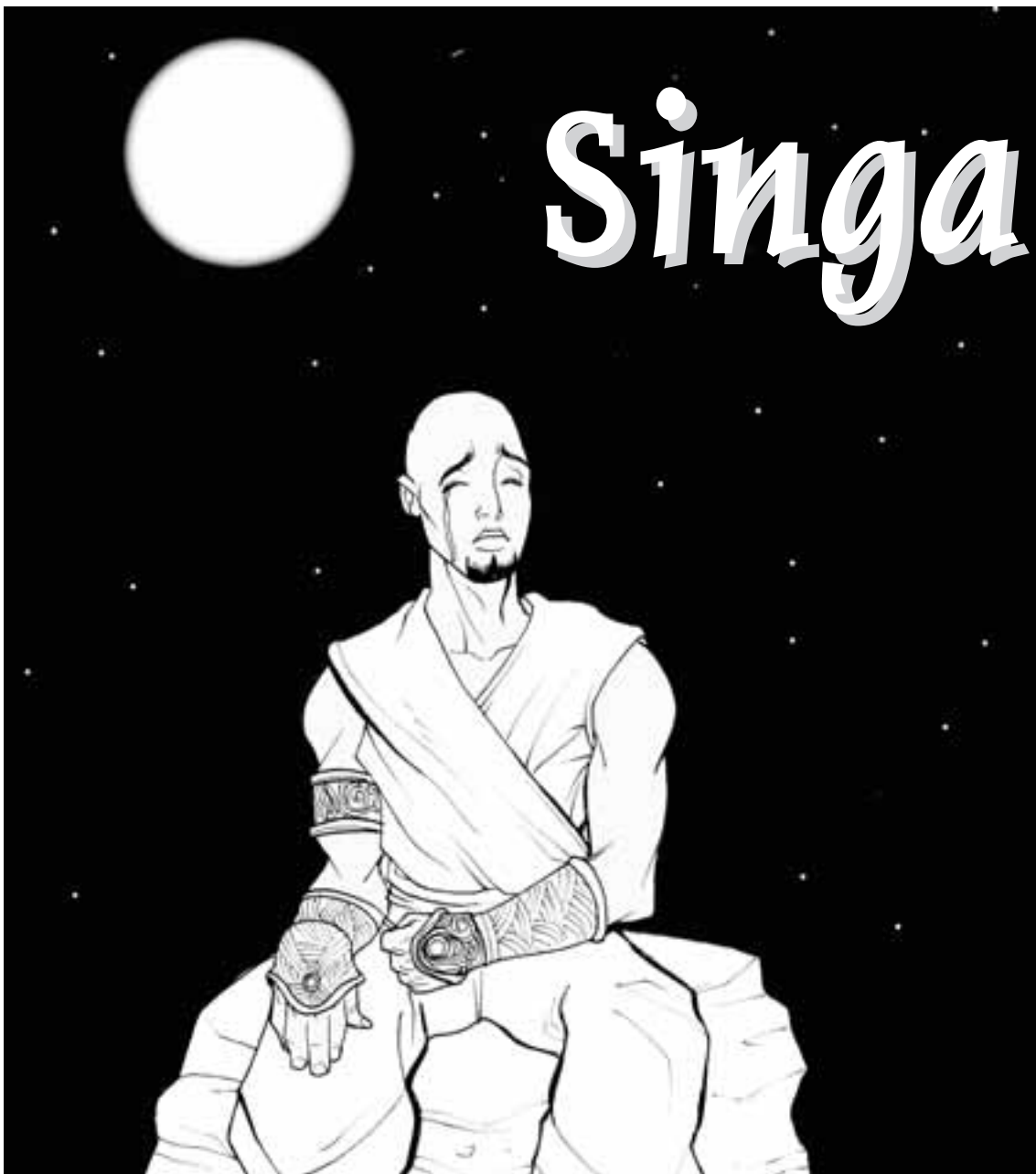
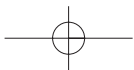
## Allahalele ! Moimoi

Les gens du village d'Habomo, à Ndzuan, vivaient dans l'ombre de leurs voisins de la ville de Mutsamudu. Fuyant les nobles citadins de la médina qui voulaient les obliger à porter leur fitako (chaise), ils se réfugièrent sur le plateau harassant et désert de Bandrajou Mangwé. Là, ils vécurent loin de tous, et surtout à l'abri de la garde royale du sultan Mawana. Mais leur existence n'était pas facile sur ces hauteurs où le froid et la peur des animaux sauvages les empêchaient de se sentir chez eux. Las de ces conditions de vie, les habitants de Bandrajou Mangwé décidèrent de migrer en déplaçant le village un peu plus bas, à Dziani.

Au fil des ans, la population se scinda en plusieurs groupes pour peupler de nouvelles localités aujourd'hui connues sous les noms de Mjimandra, Vouani et Pomoni. Cependant quelques irréductibles choisirent, par prudence, de demeurer dans leur retraite inaccessible, aux environs. Leur village fut donc nommé Momo, ce qui signifie "les environs" en shindzuani. A son arrivée au village, Waziri Oili, un aventurier venu du nord de Ndzuan, proposa aux villageois le nom de Moimoi. Et depuis ce jour Momo s'appelle Moimoi.







MOUNOU ABUBAKAR

*Dans chaque cœur danse une petite princesse. A la mienne.*

**L**e silence et la stupéfaction couvrirent l'archipel des Comores. Singa, unique princesse de l'Inya Parera, était désormais loin. Très loin. Mais où ?

En ces temps lointains, un célèbre pirate, Œil Ecorché, semait désolation et terreur partout où passait son triste navire. Cette nuit-là, quand il partit piller les îles de la Lune, il était loin de s'imaginer qu'il emporterait la plus belle des perles : Singa. Il rêvait de la vendre au plus grand prix. Quiconque l'achèterait en ferait une esclave ou une épouse au milieu d'un harem. Il jubilait, Œil Ecorché !

Toute la population se précipita au royaume de l'Inya Parera. Les uns et les autres mirent de côté les anciennes querelles, car la situation était particulièrement grave. Les deux Seigneurs Madidjimba Mna Nkongwagnama et Fumu Kadifu se retrouvèrent sous le tamarinier centenaire. Tous ceux qui avaient accompagné la princesse pour son bain nocturne étaient morts, troués de balles. Jusque là, les guerriers utilisaient des sabres, mais ces étrangers se servaient d'une arme nouvelle : le fusil. Drôle de guerre que celle qui ne laisse aucun survivant !

Des guerriers affluèrent de tout l'archipel, peu importait leur royaume, peu importait leur île, peu importait leurs idées... ils étaient là parce qu'ils savaient que tous les enfants de ces îles formaient un même peuple qui partageait la même Histoire et les mêmes valeurs.

- Mes Seigneurs, dit le guerrier Mtsunga Ndro, nous ne sommes pas ici pour vous

demander ce qu'il faut faire, car nous savons que notre devoir est de ramener notre sœur, la princesse Singa, sur sa terre. Nous sommes là pour vous poser la question suivante : quand partirons-nous ?

Un homme se leva et répondit à la place des deux rois :

- Singa était la fille de la lignée Inya Parera. Elle devait épouser le prince Fumbava, fils de la lignée Inya Fwamba. Et ces deux royaumes sont les plus grands de ce pays. Alors, guerrier, personne ici ne tend la main.

Mtsunga Ndro comprit que cet homme refusait l'aide des guerriers venus des autres royaumes.

- Respectable homme, répondit-il, il est vrai que la princesse Singa était fille d'un grand royaume, promise à un enfant d'un autre grand royaume, mais n'oublie jamais l'essentiel : elle était la sœur de tous, car dans nos corps coule le même sang et dans nos cœurs résonne l'écho d'un seul nom : celui de notre archipel.

Sur ce, il reprit sa place. Le roi Madidjimba Mna Nkongwagnama, père de Singa, brandit sa canne en direction de l'homme qui s'était adressé au guerrier Mtsunga Ndro :

- Ah, que la souffrance est indigne car elle ôte toute colère ! Il serait un autre moment où cette canne serait sabre pour te faire taire ! Qui es-tu donc pour oser manger un repas qui ne t'est pas servi ? Nul ne tend la main au royaume de l'Inya Parera, c'est l'Inya Parera qui tend la main à tout enfant de ce pays pour que Singa retrouve les siens ! Ce guerrier, dont j'ignore le nom et le royaume qu'il sert, a dit les paroles de la sagesse : nous sommes des frères issus de la même mère et du même père !

Le sultan Madidjimba Mna

Nkongwagnama croyait-il réellement à l'unité du pays ou savait-il pertinemment qu'il avait besoin des uns et des autres parce que tous ses guerriers et ceux de l'Inya Fwamba avaient péri lors de l'attaque des pirates ? Nul ne saurait le dire.

Mtsunga Ndro se leva, s'approcha du père de Singa et s'agenouilla avant de prendre la parole :

- Sa Majesté, qu'on nous désigne un chef et nous le suivrons !

- Vaillant guerrier, lève-toi, car tes genoux ne doivent être à terre que quand tu achèves un ennemi, répondit le sultan Madidjimba Mna Nkongwagnama.

Le guerrier se leva et resta dressé devant les deux sultans. Sa Majesté Madidjimba Mna Nkongwagnama se tourna vers le roi Fumu Kadifu :

- Qui d'autre saurait retrouver ma fille que le sang de ton sang, mon frère ?

- Dis et tes paroles deviendront actes, mon frère, répondit Fumu Kadifu.

Le prince Fumbava, profondément blessé par l'enlèvement de Singa, s'approcha des deux rois. Sans dire un mot, il planta violemment son sabre à terre et écarta les bras. Il resta ainsi quelques instants, puis il enleva son sabre et partit sans dire un mot.

- Guerrier, dit Madidjimba Mna Nkongwagnama à Mtsunga Ndro, voilà votre chef !

- Nous le suivrons où il voudra et le respectons ! répondit le guerrier.

Il avait parlé au nom de tous les guerriers. La nuit, le prince Fumbava était assis sur un rocher et observait les étoiles. Elles semblaient pâles, mais que vaut la beauté d'une étoile quand l'être aimé n'est plus là, se demandait le jeune prince. Il fallait retrouver Singa ! Il se souvenait de leur première rencontre : ce matin là, alors qu'il avait dix ou onze ans, il avait quitté son royaume

**ECRIVEZ-NOUS À :**

kashka2005@yahoo.fr

**OU À :**

Kashkazi, BP 5311, Moroni,  
Union des Comores.

**DATE LIMITE D'ENVOI :**

**MARDI PROCHAIN 20 SEPTEMBRE**

**ATTENTION : ON NE VOUS DEMANDE PAS D'ÉCRIRE LA SUITE EN ENTIER, MAIS SEULEMENT VOTRE SCÉNARIO, EN QUELQUES IDÉES.**

(4)

**TOUS LES 15 JOURS, RETROUVEZ LES AVENTURES DE SINGA, FUMBAYA ET LEURS AMIS À TRAVERS LES OCÉANS.**

**ÉCRITE PAR LE ROMANCIER SALIM HATUBOU, CETTE HISTOIRE EST AVANT TOUT CELLE DES LECTEURS, QUI PEUVENT PROPOSER LE SCENARIO D'UNE SUITE - EN QUELQUES LIGNES.**

**A CHAQUE ÉPISODE, NOUS CHOISSONS LA PROPOSITION D'UN LECTEUR ET NOUS LA SOUMETTONS À SALIM HATUBOU, QUI ÉCRIT LA SUITE EN FONCTION.**

**AUJOUR'HUI, VOICI LE QUATRIÈME ÉPISODE.**

et s'était retrouvé sur les terres de l'Inya Parera. Il trouva un garçon de son âge accompagné d'une très belle fille :

- Qui es-tu, toi qui oses poser les pieds dans le royaume de mon père ? demanda le garçon.

- Je suis Fumbava, fils de Fumu Kadifu, seigneur de tous les seigneurs ! répliqua fièrement l'enfant Fumbava.

Soudain, le garçon se jeta violemment sur Fumbava. Ils se battirent longtemps sous le regard amusé de la fille. Fumbava prit le dessus, se saisit d'un bâton et voulut frapper son adversaire avant de se raviser :

- Je te laisse la vie sauve, car il serait dommage que les beaux yeux de cette fille se mouillent pour un gueux comme toi.

Il se leva et ajouta :

- Mariez-vous et ayez beaucoup d'enfants ! Dieu, fasse qu'ils ressemblent plus à la mère qu'au père !

La jeune fille rit aux éclats et répondit :

- Peut-être que dans votre royaume, on peut épouser sa sœur, mais dans le nôtre, cela ne se fait pas !

Fumbava venait de rencontrer Singa et son frère Karidudja. Mais ses souvenirs s'arrêtaient. Une main se posa sur son épaule. Il

se retourna et n'en crut pas ses yeux. Comment était-ce possible ? Le jeune prince balbutia :

- Tu... Tu... es... Tu es là ?

- Bien sûr que je suis là !

- Tu ne peux pas savoir combien je suis heureux de te revoir !

- Moi aussi, tu sais ?

- Tu n'as vraiment pas changé, répliqua Fumbava en essuyant une larme.

- Toi non plus !

Ah... el... il était bel et bien là : le prince Karidudja, frère de Singa. Il était ce garçon avec qui Fumbava s'était battu autrefois. Parce qu'il n'était jamais d'accord avec son père, le jeune Karidudja avait quitté son royaume et vivait seul dans une forêt lointaine.

- Comment as-tu su ? demanda Fumbava.

- Avant de quitter le royaume, j'y avais laissé mes oreilles ! répliqua Karidudja en riant.

Il porta une tape amicale sur le dos de Fumbava :

- Allez ! Debout ! Nous avons des navires à construire, des guerriers à diriger et une petite princesse à délivrer !

Fumbava se leva, heureux d'avoir retrouvé Karidudja. Tandis qu'ils marchaient en direction du palais de l'Inya Fwamba, les deux amis évoquèrent ensemble Singa, celle que Fumbava appelait tendrement sa petite princesse.

En ces temps lointains, l'archipel des Comores enfilait son boubou noir et quelque part, dans l'océan, ligotée dans un navire, s'en allait la plus grande des petites princesses : la belle Singa.

**SALIM HATUBOU, AVEC MOINA KARIMA MOUHTARE, VOIDJOU, NGAZIDJA**

**RETROUVEZ LA SUITE DANS LE NUMÉRO 7 DE KASHKAZI, DANS DEUX SEMAINES.**

